



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2017



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2017



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour la Côte d'Ivoire / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DE LA COTE D'IVOIRE AU TITRE DE L'ANNEE 2017

Octobre 2018

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
RESUME.....	9
INTRODUCTION.....	11
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	16
I.1- Balance des biens.....	16
I.1.1- Exportations de biens.....	17
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	17
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	18
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens.....	20
I.1.2- Importations de biens.....	22
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	22
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	22
I.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens.....	24
I.2- Balance des services.....	25
I.2.1- Exportations de services.....	25
I.2.2- Importations de services.....	25
I.3- Compte de revenu primaire	26
I.4- Compte de revenu secondaire.....	27
II- COMPTE DE CAPITAL.....	28
II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	28
II.2- Transferts de capital.....	28
III- COMPTE FINANCIER.....	29
III.1- Investissements directs étrangers.....	29
III.2- Investissements de portefeuille.....	31
III.3- Dérivés financiers.....	32
III.4- Autres investissements.....	32
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	33
IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	33
IV.2- Avoirs et engagements autres institutions de dépôts.....	34
IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	34
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	35
CONCLUSION.....	36
ANNEXES.....	38

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des paiements de la Côte d'Ivoire en termes de transactions (optique BCEAO).....	10
Tableau 2 : Evolution de la balance courante.....	16
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	16
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens.....	17
Tableau 5 : Principaux groupes de produits exportés.....	18
Tableau 6 : Exportations de la Côte d'Ivoire vers les autres pays de l'UEMOA.....	21
Tableau 7 : Evolution des importations de biens FOB.....	22
Tableau 8 : Principaux types de produits importés.....	23
Tableau 9 : Importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA.....	24
Tableau 10 : Evolution de la balance des services.....	25
Tableau 11 : Exportations de services.....	25
Tableau 12 : Importations de services.....	26
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire.....	26
Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire.....	27
Tableau 15 : Evolution du compte de capital.....	28
Tableau 16 : Evolution du compte financier (optique BCEAO).....	29
Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	33
Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....	34
Tableau 19 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires.....	34

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de la balance commerciale et de la balance courante.....	17
Graphique 2 : Principaux produits exportés.....	20
Graphique 3 : Evolution des flux nets d'IDE.....	29
Graphique 4 : Répartition des IDE entrants selon ses composantes.....	30
Graphique 5 : Principaux secteurs d'activité bénéficiaires des IDE entrants en 2017.....	31
Graphique 6 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets.....	33

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, sous forme comptable, l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents, au cours d'une période déterminée. Elle est présentée suivant les règles de la comptabilité en partie double.

La balance des paiements nationale permet d'évaluer l'insertion de l'économie dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres et de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde. Elle constitue, en outre, un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments qui en sont tirés contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le produit intérieur brut, par exemple).

En général, les comptes de la balance des paiements sont établis en monnaie locale et conformément aux recommandations du Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce manuel dont la première édition date de 1948, a été amélioré successivement en 1950, en 1961, en 1977, en 1993 et, récemment, en 2008. Chaque édition répond à l'évolution économique et financière, aux changements dans les intérêts des analystes et à l'accumulation d'expériences des statisticiens.

Ainsi, les comptes présentés ci-après ont été établis selon les principes de la nouvelle édition, la 6^{ème} (MBP6), entrée en vigueur dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au cours de l'année 2012.

Ce nouveau manuel qui apporte davantage de clarifications à certains concepts, procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations. Il met aussi l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la Position Extérieure Globale (PEG), en raison du rôle prépondérant de l'analyse bilancielle dans l'appréciation de la vulnérabilité économique des États.

La prise en compte, par la BCEAO, de ces changements a engendré une révision globale de son dispositif d'élaboration des comptes extérieurs depuis l'année 2012, afin d'une part, de maintenir leur conformité aux normes internationales et, d'autre part, de corriger les insuffisances du dispositif précédent qui a été utilisé sur la période 1996-2011.

Ainsi, les supports de collecte des données ont été entièrement révisés, de même que les applications informatiques dédiées au traitement des informations. En outre, les données des années antérieures ont été retranscrites dans le but d'assurer la cohérence des séries.

Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte du dispositif a consisté également en la prise en compte des données de certaines institutions sous-régionales qui étaient ignorées auparavant, en la répartition des données par branche d'activité et en la modification de la structure géographique des transactions. Cette dernière porte sur le remplacement de la France par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA depuis la création de l'euro en 1999.

En tenant compte de toutes les modifications qui ont été introduites par le MBP6, dans le but de rapprocher les comptes extérieurs du compte "reste du monde" du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), les composantes de la balance des paiements sont réparties en trois grandes catégories, comme présentées ci-après.

I- Composantes de la balance des paiements

I.1 Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes d'une économie et celles qui sont non-résidentes. Le revenu primaire représente le gain qui revient aux unités institutionnelles résidentes en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles non-résidentes. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants entre résidents et non-résidents.

I.2 Le compte de capital

Il regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acheter ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

La somme des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Elle est théoriquement égale au compte financier.

I.3 Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- **les investissements directs**, qui sont effectués par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable, notamment la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient, dans cette optique, au moins 10% des actions ou des droits de vote ;
- **les investissements de portefeuille**, qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserves ;
- **les dérivés financiers**, qui sont des instruments financiers dont la valeur change en fonction de l'évolution du prix d'un autre actif appelé "support" ou "primitif" ou "sous-jacent" ;
- **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classés dans les investissements de portefeuille et les réserves. Les principaux éléments inclus dans les autres investissements sont notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, l'utilisation des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- **les avoirs de réserves**, qui sont des avoirs extérieurs à disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils permettent de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et parer à d'autres besoins.

Les comptes de la balance des paiements sont complétés par la position extérieure globale.

II– La position extérieure globale

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état statistique qui retrace, à un moment donné, la valeur et la composition des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La position extérieure fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs locaux. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements (MBP6) distingue, au niveau des statistiques de la PEG, un compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume liés à des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment des changements de volume des avoirs, des changements de volume des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications.

Les principales étapes d'élaboration de ces deux états sont les suivantes.

III – Principales étapes d'élaboration de la balance des paiements

Les comptes extérieurs sont élaborés en suivant les quatre principales étapes décrites ci-après.

Etape 1 : la collecte des données

Pour l'élaboration des comptes extérieurs, les informations sont collectées auprès des agents économiques, à travers un formulaire administré par voie postale et par le biais d'agents enquêteurs recrutés avec le concours du Ministère de l'Economie et des Finances. Pour ce faire, il a été établi une typologie de l'activité des agents économiques afin de concevoir des questionnaires adaptés aux uns et aux autres et de couvrir l'ensemble des transactions internationales des différents agents économiques. Cette collecte d'informations auprès des entreprises est complétée par des statistiques recueillies auprès d'autres sources, notamment les données du commerce extérieur, communiquées par la Direction Générale des Douanes, et les tableaux de dépouillement fournis par certains organismes et départements ministériels.

Etape 2 : le traitement des données

Les informations reçues des déclarants sont contrôlées (pour vérifier la vraisemblance et la cohérence d'ensemble) et saisies dans une application qui en assure le traitement. Des rapprochements sont ensuite effectués avec d'autres sources. En particulier, les statistiques du commerce extérieur sont confrontées à celles sur les grands produits détenues par les organismes qui les commercialisent.

Etape 3 : l'enregistrement des données

A l'issue de ces traitements, les informations sont enregistrées de façon automatique par l'application informatique. En principe, du fait de l'équilibre comptable de la balance des paiements, le solde global des comptes devrait être nul. Dans les faits, il est constaté une différence, qui fait l'objet d'un poste « Erreurs et Omissions ». C'est un poste d'ajustement dont l'existence tient au fait que, contrairement à l'exigence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Ces « Erreurs et Omissions » traduisent donc des écarts statistiques issus d'incertitudes dans le taux de couverture de certaines collectes, de décalages de périodes et de différences de méthodes.

Etape 4 : Analyse de la balance des paiements

La balance des paiements étant un outil d'aide à la décision, il convient, après son élaboration, d'en expliquer les principaux soldes, à partir des transactions ou catégories de transactions effectuées avec l'étranger. Les faits économiques et politiques intervenus au cours de la période sous revue, et qui ont pu influencer directement ou indirectement ces soldes, doivent également être mis en lumière. Par ailleurs, un rapprochement avec les soldes obtenus les années précédentes est effectué, afin d'examiner la dynamique de la situation économique du pays ainsi que l'efficacité des politiques adoptées.

RESUME

La croissance économique mondiale s'est accélérée en 2017 en ressortant à 3,7%¹ après 3,3% en 2016. Elle a été impulsée par le regain de dynamisme de l'activité économique dans les pays industrialisés ainsi que dans la plupart des grandes économies émergentes et en développement.

Dans les États membres de l'UEMOA, la croissance s'est établie à 6,7% en 2017, après 6,6% en 2016 à la faveur de la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, de la bonne tenue de la production agricole, de l'essor des services et de l'amélioration de la conjoncture internationale.

Au plan national, en 2017, la croissance de l'activité économique a été moins forte. Le PIB a enregistré, en termes réels, une progression de 7,7%, après 8,0% en 2016.

Dans ce contexte, après un solde global négatif de 53,1 milliards un an plus tôt, les paiements extérieurs se sont soldés, en 2017, par un déficit de 3,6 milliards.

En particulier, la balance des transactions courantes a enregistré un déficit de 609,2 milliards (-2,8% du PIB), après celui de 245,5 milliards (-1,1% du PIB) en 2016, en liaison avec le creusement du déficit des services et des revenus, malgré le rebond de la balance commerciale des biens.

Le solde excédentaire de la balance des biens a rebondi de 7,8%, en lien avec la hausse des exportations en valeur qui est ressortie plus forte que celle des importations.

Le solde déficitaire des services s'est creusé de 16,5% en 2017, en relation avec l'augmentation des paiements au titre du transport de marchandises, des services spécialisés, des services techniques, notamment dans l'industrie extractive, ainsi que de ceux de la construction.

De même, le déficit du compte du revenu primaire s'est aggravé, en passant de 637,8 milliards en 2016 à 893,7 milliards en 2017, du fait principalement de la hausse des revenus d'investissements consécutive à l'augmentation des passifs financiers de l'économie vis-à-vis de l'étranger.

S'agissant du revenu secondaire, son déficit s'est accru de 22,0% par rapport à 2016. Cette aggravation du déficit est liée essentiellement à la progression des envois de fonds émis par les travailleurs migrants.

Pour ce qui est du solde positif du compte de capital, il a enregistré une hausse de 0,9%. Il se caractérise par une croissance de 8,5% de l'excédent des transferts en capital de l'Administration publique, en lien avec l'augmentation des dons projets reçus et un déficit des transferts en capital des autres secteurs.

Le compte financier, sous la présentation optique BCEAO, affiche un solde négatif de 496,6 milliards, après celui de 87,4 milliards en 2016. Il ressort ainsi un accroissement net, plus élevé, des engagements de l'économie vis-à-vis de l'étranger en 2017 par rapport à l'année 2016. Cette évolution s'explique essentiellement par l'entrée plus importante des flux financiers au titre des investissements de portefeuille, en lien avec l'émission d'euro-obligations de 1.143,5 milliards par l'Administration publique en juin 2017.

1- Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), établies en octobre 2018.

Tableau 1 : Balance des paiements 2017 de la Côte d'Ivoire en termes de transactions (optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	7 920,0	8 529,1	-609,2
Biens et services	7 464,8	6 880,2	584,7
Biens	6 899,6	4 940,3	1 959,3
Marchandises générales	6 408,9	4 940,3	1 468,6
Dont : Réexportations	8,5	0,0	8,5
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,8	0,0	0,8
Or non monétaire	489,9	0,0	489,9
Services	565,2	1 939,8	-1 374,6
Transport	132,5	887,7	-755,1
Dont : Fret	56,4	777,3	-720,9
Voyage	230,6	224,4	6,1
Autres services	202,1	827,7	-625,7
Revenus primaires	172,5	1 066,2	-893,7
Revenus des salariés	74,1	32,5	41,6
Revenus des investissements	88,1	1 032,9	-944,8
Autres revenus primaires	10,3	0,8	9,5
Revenus secondaires	282,6	582,7	-300,1
Administrations publiques	150,9	62,3	88,6
Aides budgétaires	150,9	58,8	92,1
Autres secteurs	131,7	520,5	-388,7
Dont : Envois de fonds des travailleurs	104,6	459,5	-354,9
Compte de capital	115,8	4,0	111,8
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,1	0,0
Transfert en capital	115,8	3,9	111,9
Administrations publiques	115,2	0,0	115,2
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,6	3,9	-3,4
Compte financier	1 317,9	1 814,6	-496,6
Investissements directs	392,5	566,1	-173,6
Investissements de portefeuille	29,2	812,7	-783,6
Dérivés financiers	-3,0	0,0	-3,0
Autres investissements	899,2	435,7	463,5
Administration publique	9,8	324,0	-314,3
Autres secteurs	889,4	111,7	777,7
Erreurs et omissions nettes	-6 262,1	-6 259,2	-2,9
Solde global	455,8	459,4	-3,6
Avoirs et engagements extérieurs	-455,8	-459,4	3,6
Banque centrale	-216,5	-77,7	-138,8
Autres institutions de dépôts	-239,3	-381,7	142,4

Source : BCEAO

INTRODUCTION

Conjoncture économique et financière internationale

La croissance mondiale s'est établie à 3,7% en 2017, contre 3,3% en 2016. L'environnement économique et financier international en 2017 a été marqué par l'augmentation notable de l'investissement, du commerce et de la production industrielle, ainsi que le regain de confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs. Cette conjoncture favorable a permis d'atténuer les conséquences des incertitudes liées à la mise en oeuvre du Brexit et des mesures de relance aux Etats-Unis. Dans ce contexte, la reprise de l'économie mondiale, entamée à fin 2016, s'est renforcée.

Dans les pays industrialisés, le taux de croissance s'est établi à 2,3%, après 1,7% en 2016, en lien avec des politiques monétaires accommodantes des banques centrales et la bonne tenue de la demande intérieure. Aux États-Unis, le taux de croissance économique s'est accru de 2,2% en 2017, après 1,6% en 2016, en relation avec la vigueur de la demande intérieure, de l'investissement et des activités des entreprises du secteur de l'énergie. Dans la zone euro, le PIB a progressé de 2,4% en 2017, après une réalisation de 1,9% en 2016. Cette accélération de la croissance s'explique essentiellement par le regain de dynamisme des exportations, dans un contexte marqué par le renforcement des échanges commerciaux mondiaux et la vigueur de la demande intérieure, tirée par des conditions financières accommodantes ainsi que l'apaisement des risques politiques. Au Royaume-Uni, il y a eu une décélération de la croissance qui est passée de 1,8% en 2016 à 1,7% en 2017, du fait de la baisse de la consommation des ménages, affectée par les effets négatifs de la dépréciation de la livre sterling sur le revenu réel. Au Japon, la croissance s'est située à 1,7% en 2017, en nette accélération par rapport à son niveau de l'année dernière (+1,0%), en liaison avec le raffermissement de la demande mondiale et les mesures budgétaires prises par les Autorités de ce pays.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance économique est ressorti en hausse à 4,7% en 2017 contre 4,4% en 2016, du fait notamment de l'amélioration de la demande intérieure, du regain de dynamisme dans les pays importateurs de matières premières et de la conjoncture favorable dans les grands pays exportateurs de pétrole. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique s'est établi à 6,9% en 2017, après 6,7% en 2016, en liaison notamment avec le maintien d'une politique expansionniste par les Autorités de ce pays. En Inde, la croissance économique a ralenti pour se situer à 6,7% en 2017, après 7,1% en 2016. Ce fléchissement est imputable à l'impact persistant de l'échange des billets, ainsi qu'à l'incertitude liée à la mise en place de la taxe nationale sur les biens et services, au milieu de l'année. Le Brésil a renoué avec une croissance positive de 1,0% en 2017, après une contraction de 3,5% en 2016. Le rebond ainsi observé est attribuable à la bonne tenue des exportations et de la demande intérieure. En Russie, avec le redressement de la demande intérieure et extérieure ainsi que la remontée des cours du pétrole, l'activité économique a crû de 1,5% en 2017, après un repli de 0,2% en 2016.

En Afrique subsaharienne, le taux de progression de l'économie s'est établi à 2,7% en 2017, en nette accélération par rapport à celui de 2016 (+1,4%). Le regain de dynamisme ainsi observé est lié au redressement de la croissance des pays exportateurs de produits de base, aux effets de la mise en œuvre de mesures d'ajustement structurel et de la remontée des prix du pétrole. Les performances de certaines grandes économies de la région se sont ainsi nettement améliorées, notamment celles du Nigeria, de l'Afrique du Sud et des Etats membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Au Nigeria, l'activité s'est renforcée de 0,8% en 2017 après un repli de 1,6% en 2016, soutenue par la hausse de la production du pétrole et le regain de dynamisme du secteur agricole. Cette tendance a été atténuée par les incertitudes liées à l'exécution de la politique économique, la segmentation du marché des changes tributaire des actions de la banque centrale et les fragilités du système bancaire. En Afrique du Sud, la croissance s'est accélérée pour s'établir

à 1,3% en 2017, après 0,6% en 2016, portée par le redressement des prix des produits exportés et la bonne tenue de la production agricole. Toutefois, la montée de l'incertitude politique, affectant la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise, a exercé un effet modérateur. Dans la Zone CEMAC, le taux de croissance a été de -0,2%² en 2017 après -0,1% en 2016. Les économies de cette zone ont continué de pâtir en 2017 des effets du niveau encore bas des cours du pétrole brut, en dépit de la remontée qui s'est déclenchée en mi-novembre 2017.

Les demandes d'emplois ont diminué dans la plupart des pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le taux de chômage a baissé de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2016, en passant de 4,9% en décembre 2016 à 4,4% en décembre 2017. Dans la Zone euro, le taux de chômage est à son plus bas niveau depuis 2009, en baissant de 10,0% en 2016 à 9,1% en 2017. Au Japon, le taux de chômage a baissé de 0,2 point de pourcentage en s'établissant à 2,9% en 2017 contre 3,1% en 2016.

L'inflation globale a repris au cours de l'année 2017, sous l'effet de la remontée des cours des produits de base, notamment les prix du pétrole et des produits alimentaires. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation est ressorti à 1,7% en 2017, contre 0,8% en 2016, demeurant toutefois en deçà des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement (hors Venezuela), il s'est établi en moyenne à 4,3% en 2017 comme en 2016. En Afrique subsaharienne, l'inflation reste supérieure à 10% en 2017, localisée essentiellement au Nigeria, en Angola et au Ghana, du fait des effets persistants des chocs antérieurs dus à de fortes dépréciations des monnaies locales.

Au plan de la politique monétaire, dans un contexte de faible inflation mais en nette remontée, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont maintenu l'orientation accommodante de leur politique monétaire, à l'exception de la Réserve fédérale américaine (FED) qui a poursuivi la normalisation progressive de sa politique entamée depuis décembre 2015. La Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé sa politique monétaire inchangée en 2017. Le taux des opérations principales de refinancement, principal instrument de la politique monétaire de la BCE, est resté stable à zéro, le taux de la facilité de dépôt à -0,40% et celui de prêt marginal à 0,25%. La FED a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire au cours de l'année 2017. Les 15 mars, 14 juin et 13 décembre 2017, elle a relevé de 25 points de base la fourchette d'objectif de taux des fonds fédéraux pour la situer entre 1,25% et 1,50%. Pour sa part, la Banque du Japon (BoJ) a poursuivi l'orientation accommodante de sa politique monétaire, y compris son engagement à maintenir les taux à long terme à un bas niveau. A cet effet, le taux de facilité de dépôt (-0,10%) et le programme d'achat d'actifs d'environ 80.000 milliards de yens par an sont restés inchangés. Le taux de rendement des obligations à dix ans est demeuré autour de zéro, grâce à des rachats d'actifs.

Au sein des pays émergents, les principales banques centrales ont modifié l'orientation de leur politique monétaire. Ainsi, les conditions monétaires ont été relevées en Chine et assouplies en Inde, en Russie, au Brésil et en Afrique du Sud.

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est appréciée face aux principales devises en 2017, en liaison notamment avec la reprise économique et le tassement des risques politiques en Zone euro. Le cours de l'euro s'est accru de 2,0% pour s'établir à 1,129 dollar en 2017. La devise européenne s'est également renforcée, par rapport à la livre sterling (+7,0%), au yen japonais (+5,3%) et au franc suisse (+2,0%).

Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport à ces monnaies.

S'agissant des marchés financiers internationaux, en particulier les marchés boursiers, au cours de l'année 2017, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la

2- Source : Rapport intérimaire de la surveillance multilatérale 2017 et perspectives 2018 de mars 2018.

hausse. Dans la Zone euro, l'indice EuroStoxx 50 s'est conforté de 470,9 points par rapport à son niveau moyen de 2016 pour s'établir à 3.477,8 points en 2017. De même, au Royaume-Uni, l'indice Footsie 100 s'est renforcé de 14,0% pour se situer à 7.378,0 points en 2017. Les indices américains, le Dow Jones et le Nasdaq, se sont accrus, respectivement de 21,4% et 22,4% par rapport à l'année précédente. Au Japon, l'indice Nikkei s'est renforcé de 18,7% pour ressortir à un niveau moyen de 20.084,4 points en 2017.

Le dynamisme de l'activité économique au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est poursuivi au cours de l'année 2017. En effet, l'Union a bénéficié, au plan international, du regain d'activités au Nigeria, principal partenaire commercial de certains de ses Etats membres ainsi que de la consolidation de l'activité dans les économies industrialisées et émergentes. Au niveau interne, les économies de la Zone ont été soutenues par l'apaisement progressif du climat sociopolitique et sécuritaire ainsi que par la poursuite des investissements dans les secteurs porteurs de croissance. Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union a progressé en termes réels de 6,7% en 2017 contre 6,6% en 2016. Cette performance a été portée principalement par le secteur tertiaire en liaison avec la bonne tenue des activités commerciales, du transport, de la télécommunication et des services financiers. L'expansion économique a été également soutenue par la hausse de la production agricole suite à une pluviométrie satisfaisante et la poursuite de l'exécution des projets visant à développer les filières, le regain d'activités dans les industries extractives et manufacturières en liaison avec le raffermissement des productions de clinker, de ciment, de phosphates, de marbre, de zinc et d'or, le maintien d'un rythme soutenu des investissements publics et privés dans les infrastructures de base et l'accroissement de l'offre d'énergie.

Concernant les prix, le taux d'inflation dans l'UEMOA est ressorti en moyenne à 0,8% en 2017, après 0,3% en 2016 et 1,0% en 2015. Ce rebond est imputable principalement au renchérissement des produits alimentaires locaux, notamment les légumes et les produits de la pêche, ainsi que des services de restauration. Dans une moindre mesure, il a été observé une augmentation des prix des articles d'habillement et d'ameublement. La progression de l'inflation a été atténuée par la poursuite de la détente des coûts des communications. Par ailleurs, le renchérissement du pétrole brut n'a pas été répercuté sur les prix à la pompe des carburants dans la plupart des pays de l'Union.

Pour ce qui est de la politique monétaire dans l'Union, l'action de la Banque Centrale au cours de l'année 2017 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité, notamment, le taux directeur, les opérations de refinancement et le dispositif des réserves obligatoires. Dans un contexte marqué par le niveau globalement modéré de l'inflation et l'absence de tensions particulières sur les perspectives d'évolution des prix à moyen terme, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a maintenu inchangé le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités de la Banque Centrale, afin de mieux soutenir les efforts de croissance économique des Etats membres. Ainsi, ce taux est resté fixé à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. Le Comité de Politique Monétaire a également maintenu inchangé à 4,50% le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la Banque Centrale, niveau en vigueur depuis le 16 décembre 2016. Le corridor formé par le taux minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux du guichet de prêt marginal est demeuré à 200 points de base. Toutefois, le coefficient de réserves obligatoires a été revu à la baisse de 5,0% à 3,0% le 16 mars 2017.

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions haussières sur une base annuelle, à l'exception de ceux du cacao et de l'huile de palme qui ont baissé respectivement de 29,8% et 4,6%. Les hausses les plus importantes ont été observées au niveau de la noix de cajou (+19,8%), du caoutchouc (+18,9%), du pétrole (+15,4%), du café robusta (+14,7%) et du coton (+10,9%). Le renchérissement de la noix de cajou est lié au dynamisme de la demande, notamment celle en provenance du marché européen. Les prix du caoutchouc ont été soutenus principalement par

le raffermissement de la demande chinoise. Les cours du pétrole ont entamé leur reprise, portés par les perspectives d'un rééquilibrage du marché en lien avec une demande plus forte que prévu en 2017 et une baisse de la production mondiale. Les prix du café ont été portés par les inquiétudes sur la production mondiale, en liaison avec les épisodes de sécheresse et les attaques de cultures par des insectes au Brésil, premier producteur mondial, ainsi que par les intempéries au Vietnam, deuxième producteur mondial. Les cours du coton se sont renforcés, en relation avec la vigueur de la demande mondiale. En revanche, les prix du cacao restent pénalisés par la hausse des approvisionnements face à une demande atone. Le recul des cours de l'huile de palme est imputable à la faiblesse de la demande, notamment des pays asiatiques, combinée à une offre excédentaire en provenance de la Malaisie, principal pays exportateur.

Conjoncture économique et financière nationale

En 2017, l'économie ivoirienne a connu un début d'année difficile marqué par les revendications salariales et sociales ainsi que par la chute des cours du cacao. La résilience à ces chocs a permis à l'activité économique d'évoluer dans un environnement globalement favorable caractérisé par un cadre macroéconomique stable, un climat des affaires incitatif et la poursuite de la mise en oeuvre du Plan National de Développement 2016-2020. Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB a enregistré une progression de 7,7% après 8,0% en 2016.

Le secteur primaire a connu une hausse de 11,2% en 2017, après celle de 7,5% en 2016, tirant profit d'une bonne pluviométrie et des effets du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA). Ainsi à l'exception du café qui a fléchi, toutes les productions se sont accrues.

Le caoutchouc naturel enregistre, quant à lui une hausse de la production de 28,0%. Cette embellie est attribuable à l'accroissement des surfaces cultivées, ainsi qu'à l'amélioration des prix. En effet, la Côte d'Ivoire est le premier producteur africain et le septième mondial de caoutchouc naturel.

La production d'ananas augmente de 25,7% en 2017. Elle bénéficie d'un regain d'intérêt des petits producteurs du fait de l'exécution du projet d'appui à l'amélioration des outils de production et de commercialisation.

La production de cacao s'accroît de 24,4% comparé à 2016 malgré la maladie du « Swollen Shoot ». Les actions du Conseil Café Cacao ont permis de freiner sa propagation par l'arrachage de tous les foyers d'infection présents dans le verger, la formation des producteurs aux bonnes pratiques agricoles ainsi que la distribution de semences améliorées.

La production d'anacarde est ressortie en hausse de 9,5%, en lien avec l'engouement des populations pour cette culture, en raison du bon niveau du prix au producteur, et la poursuite de la politique d'amélioration constante de la capacité de transformation locale.

Concernant l'huile de palme, la production est en progression de 7,0%. La filière bénéficie de la mise en oeuvre de réformes visant à accroître les surfaces cultivées et à améliorer la productivité, malgré un contexte marqué par la fluctuation des prix au niveau mondial.

Au niveau du coton, la production augmente de 6,1% en liaison avec le projet du zonage agro-industriel, qui devrait contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Concernant la banane dessert, la production s'est accrue de 2,6%. La filière bénéficie des actions de l'Union Européenne qui visent à améliorer les conditions environnementales des productions, la qualité de vie des travailleurs ainsi que le développement du marché local et sous régional de la banane.

La production de sucre se redresse de 1,9% en lien avec la reprise progressive de l'opérateur dont les installations avaient été touchées par des actes de vandalisme en 2016.

La production de café est en repli de 68,2% par rapport à 2016. Cette contreperformance s'explique par la mauvaise répartition des pluies au moment de la floraison des caféiers.

Le secteur secondaire, porté à la fois par la production industrielle et les BTP, affiche un taux de croissance de 3,0% en 2017 contre 6,6% en 2016. En revanche, les produits pétroliers et l'extraction minière sont en baisse.

Les industries agro-alimentaires (+6,5%) et autres industries manufacturières (+6,2%) progressent, en raison, notamment, de la bonne tenue des branches « industries agroalimentaires et tabac », « industries du bois et meubles », « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » et « fabrication de machines et matériels de tous types ». Les BTP (+4,5%) profitent du dynamisme de la consommation de ciment, tôles et bacs, graviers, câbles et fils électriques ainsi que du bitume, en lien avec les investissements publics. Les activités d'extraction minière, quant à elles, accusent un repli de 4,2% attribuable principalement à la branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel » qui a pâti de l'arrêt, en cours d'année, de l'exploitation pour maintenance des outils de production. La production de produits pétroliers recule de 9,1% en lien avec le retrait de la production de gasoil et de fuel-oil.

Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 6,6% en 2017 contre 8,9% en 2016 portée essentiellement par le secteur du transport qui est marqué par la bonne tenue de ses principales composantes que sont le transport maritime, aérien et terrestre.

Au plan de la demande, la consommation finale a augmenté de 4,0% en 2017 contre 11,2% en 2016, soutenue par l'ensemble de ses branches. Cette hausse est due à l'accroissement substantielle des dépenses de l'Etat, à la politique de création d'emploi et à la hausse des revenus des ménages.

De même, les investissements se sont inscrits en hausse de 11,9% en 2017 contre 2,9% en 2016, soutenus par les investissements privés et publics.

Relativement à l'évolution des prix à la consommation, l'inflation s'est établie à 0,7% en 2017 comme en 2016. Cette évolution provient d'une hausse modérée à la fois des prix des produits non alimentaires et des produits alimentaires et boissons non alcoolisées. Les prix à la consommation ont bénéficié en 2017, de deux mesures gouvernementales. Il s'agit, d'une part, des mesures spéciales en vue de lutter contre la vie chère et, d'autre part, de la suppression des faux frais.

Au titre des finances publiques, la situation est marquée par des ressources et des dépenses en augmentation. Dans ce contexte, le déficit budgétaire a été de 4,5% du PIB.

Les recettes et dons sont passées de 4.176,6 milliards en 2016 à 4.510,9 milliards en 2017, soit une hausse de 8,0%. Elles se décomposent, notamment, en recettes fiscales (3.458,1 milliards contre 3.197,7 milliards en 2016), en recettes non fiscales (596,5 milliards contre 531,6 milliards en 2016) et en dons (266,1 milliards contre 253,5 milliards en 2016).

Les dépenses totales et prêts nets ont aussi connu une augmentation (5.509,3 milliards en 2017 contre 5.014,6 milliards en 2016) liée principalement à la volonté du Gouvernement de maintenir la stabilité macroéconomique et d'exécuter le programme d'investissement présenté dans le PND. Ainsi, les dépenses d'investissement sont passées à 1.526,8 milliards contre 1.408,4 milliards en 2016.

Concernant les agrégats monétaires, les avoirs extérieurs nets sont ressortis à 1.762,7 milliards à fin décembre 2017 après 1.714,6 milliards à fin 2016, soit une augmentation de 48,1 milliards. Quant aux créances intérieures, elles se sont inscrites en hausse de 1.070,0 milliards, en passant de 7.220,8 milliards à fin décembre 2016 à 8.290,7 milliards à fin décembre 2017. Cette consolidation est imputable aussi bien aux créances sur l'économie (+813,4 milliards) qu'à celles sur l'Administration Centrale (+256,6 milliards) s'étant dégradées. Il en a résulté un accroissement de la masse monétaire de 722,0 milliards.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les transactions courantes ont enregistré un déficit de 609,2 milliards en 2017, soit -2,8% du PIB, après celui de 245,5 milliards (-1,1% du PIB) en 2016, en liaison avec le creusement des déficits des services et des revenus, malgré le rebond de la balance commerciale des biens.

Tableau 2 : Evolution de la balance courante

(En milliards de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Biens et services	453,4	846,9	680,2	638,4	584,7
Biens	1 479,2	1 914,8	1 874,0	1 817,8	1 959,3
Services	-1 025,8	-1 067,9	-1 193,9	-1 179,5	-1 374,6
Revenu primaire	-445,1	-449,3	-595,5	-637,8	-893,7
Revenu secondaire	-217,1	-145,4	-203,7	-246,1	-300,1
Solde du compte courant	-208,8	252,2	-119,1	-245,5	-609,2
Solde du compte courant (hors dons)	-314,1	85,2	-272,7	-389,5	-756,8
PIB Nominal	15 445,8	16 890,9	19 595,4	20 931,4	22 150,8
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-1,4%	1,5%	-0,6%	-1,1%	-2,8%

Sources : BCEAO, DPPSE

I.1- Balance des biens

La balance des biens¹ est ressortie excédentaire à 1.959,3 milliards, après 1.817,8 milliards en 2016, soit une augmentation de 7,8%, due à une hausse en valeur des exportations plus forte que celle des importations.

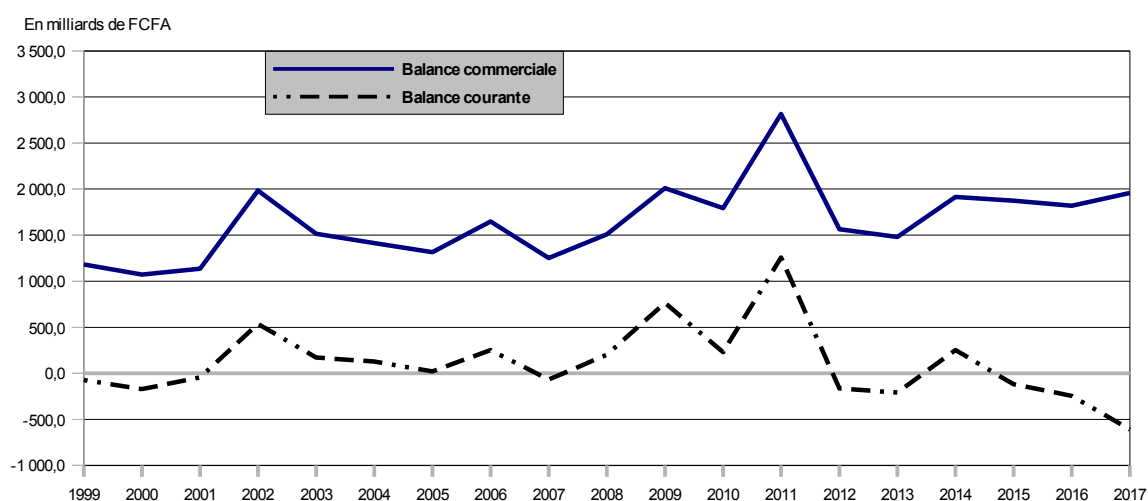
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens, base balance des paiements	5 952,9	6 411,3	6 938,0	6 449,3	6 899,6
dont cacao	1 931,8	2 288,6	3 030,9	2 740,4	2 904,6
part	32,5%	35,7%	43,7%	42,5%	42,1%
dont produits pétroliers	1 693,4	1 544,1	1 120,8	867,8	805,7
part	28,4%	24,1%	16,2%	13,5%	11,7%
Importations de biens, base balance des paiements	4 473,6	4 496,5	5 064,0	4 631,5	4 940,3
dont produits pétroliers	1 693,4	1 544,1	1 120,5	867,8	925,2
part	37,9%	34,3%	22,1%	18,7%	18,7%
dont riz	233,2	216,4	289,0	307,2	327,2
part	5,2%	4,8%	5,7%	6,6%	6,6%
Balance commerciale de biens	1 479,2	1 914,8	1 874,0	1 817,8	1 959,3
Taux de couverture des importations de biens par les exportations de biens	133,1%	142,6%	137,0%	139,2%	139,7%
Taux de couverture des importations de biens et services par les exportations de biens et services	107,6%	114,1%	110,1%	110,0%	108,5%
Degré d'ouverture commerciale	30,9%	32,3%	32,0%	25,7%	26,7%

Sources : DGD, BCEAO

1- Les statistiques douanières du commerce général font l'objet de corrections. Il s'agit notamment d'ajustements de champ couvert en liaison avec la notion de résidence, de la déduction des coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF en vue d'obtenir des valeurs FOB, de l'inclusion du commerce non contrôlé, etc. Les charges d'assurance et de fret sont ensuite imputées à des rubriques de la balance des services (voir appendice à la fin du document).

Graphique 1 : Evolution de la balance commerciale et de la balance courante



Source : BCEAO

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

En 2017, les exportations de biens (base balance des paiements) ressortent à 6.899,6 milliards, après 6.449,3 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 450,3 milliards (+7,0%). Cette performance est due au rebond des exportations de marchandises générales de 442,1 (+7,4%) milliards. Elles sont impulsées, d'une part, par l'augmentation des quantités de cacao, d'or et de caoutchouc vendues et, d'autre part, par l'amélioration des cours de plusieurs matières premières telles que la noix de cajou, le coton masse, le caoutchouc et le pétrole brut.

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens

(En milliards de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	5 667,2	6 063,6	6 490,9	5 966,8	6 408,9
Dont réexportations	5,9	0,6	0,1	10,0	8,5
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	1,5	0,1	0,1	0,4	0,8
Or non monétaire	284,2	347,6	447,0	482,1	489,9
Total exportations de biens ajustées	5 952,9	6 411,3	6 938,0	6 449,3	6 899,6

Sources : DGD, BCEAO

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

En 2017, les exportations, selon les statistiques douanières, hors biens exceptionnels, se composent de produits primaires à hauteur de 64,0% et de produits transformés à concurrence de 34,0%, contre respectivement 59,5% et 40,5% en 2016.

Les produits primaires sont dominés par ceux issus de l'Agriculture industrielle et d'exportation, avec 79,0% des parts en 2017 contre 77,2% des parts en 2016, et les produits miniers, avec 21,1% en 2017 contre 22,0% en 2016.

Au niveau des produits transformés, ceux de la première transformation sont prépondérants. Ils totalisaient 53,4% des ventes des produits transformés en 2017 contre 53,5% des parts en 2016. Ces biens sont suivis des produits manufacturés dont les parts dans les ventes de produits transformés se situaient à 38,6% en 2017 contre 39,1% en 2016.

Tableau 5 : Principaux groupes de produits exportés

(En milliards de FCFA)

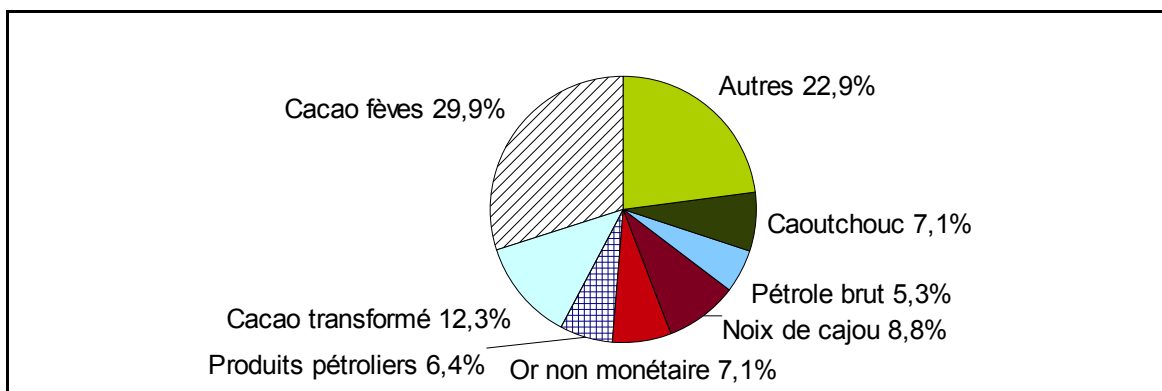
Types de produits	2013	2014	2015	2016	2017
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	3 024,3	3 265,0	3 975,3	3 825,2	4 401,3
part dans les exportations douanières	50,7%	50,4%	61,9%	59,5%	64,0%
Agriculture, Élevage, Pêche	20,8	22,6	23,4	30,2	38,8
part dans les exportations douanières	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%
part dans les produits primaires	0,7%	0,7%	0,6%	0,8%	0,9%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	2 235,9	2 557,2	3 169,6	2 954,0	3 476,5
part dans les exportations douanières	37,5%	39,5%	49,3%	46,0%	50,6%
part dans les produits primaires	73,9%	78,3%	79,7%	77,2%	79,0%
Produits miniers	767,6	685,2	782,3	841,0	885,9
part dans les exportations douanières	12,9%	10,6%	12,2%	13,1%	12,9%
part dans les produits primaires	25,4%	21,0%	19,7%	22,0%	20,1%
Produits transformés	2 944,7	3 207,7	2 903,7	2 601,9	2 471,6
part dans les exportations douanières	49,3%	49,6%	45,2%	40,5%	36,0%
Produits de la première transformation	1 009,2	1 227,6	1 392,6	1 391,1	1 320,3
part dans les exportations douanières	16,9%	19,0%	21,7%	21,6%	19,2%
part dans les produits transformés	34,3%	38,3%	48,0%	53,5%	53,4%
Conserves et Préparation Alimentaires	192,6	183,6	190,5	193,2	197,6
part dans les exportations douanières	3,2%	2,8%	3,0%	3,0%	2,9%
part dans les produits transformés	6,5%	5,7%	6,6%	7,4%	8,0%
Produits manufacturés	1 742,9	1 796,4	1 320,6	1 017,6	953,7
part dans les exportations douanières	29,2%	27,8%	20,5%	15,8%	13,9%
part dans les produits transformés	59,2%	56,0%	45,5%	39,1%	38,6%
Total exportations commerce général Douanes	5 969,0	6 472,6	6 879,0	6 427,1	6 872,9

Sources : DGD, BCEAO

La répartition des exportations par produit révèle, sur la base des statistiques du commerce général hors biens exceptionnels, la prépondérance de sept produits en 2017. Il s'agit des fèves de cacao (29,9%), du cacao transformé (12,3%), de la noix de cajou (8,8%), de l'or non monétaire (7,1%), du caoutchouc (7,1%), des produits transformés du pétrole (6,4%) et du pétrole brut (5,3%). Ils représentent 76,0% des recettes d'exportation en 2017, après 77,1% l'année d'avant. Leurs différentes évolutions sont retracées ci-dessous :

- les exportations de fèves de cacao se sont établies à 2.056,9 milliards en 2017, après 1.818,4 milliards en 2016, soit une plus-value de 238,5 milliards (+13,1%). Cette performance est imputable à la hausse de 43,1% des quantités exportées. Elle est consécutive à la bonne tenue de la production de cacao fèves de 24,4%, en lien avec les conditions climatiques plus favorables et la poursuite du programme « quantité, qualité, croissance » (2QC). Toutefois, les cours de cette matière première ont connu une contraction de 20,9%.
- s'agissant des exportations de cacao transformé, elles sont ressorties à 847,7 milliards, après 922,0 milliards en 2016, soit un fléchissement de 74,3 milliards (-8,1%). Cette baisse résulte du repli des cours de ce produit.
- pour ce qui est des produits transformés du pétrole, leurs exportations se sont établies à 442,5 milliards, après 522,3 milliards en 2016, soit un amoindrissement de 79,8 milliards (-15,3%), en lien avec la baisse des quantités vendues à l'étranger. En effet, ces exportations se sont repliées, en volume, de 25,0%, en passant de 2.011,2 mille tonnes en 2016 à 1.508,2 mille tonnes en 2017. Cette évolution s'explique par la baisse de la production consécutive à l'incendie survenue sur l'hydrocraqueur de la société ivoirienne de raffinage.
- concernant l'or non monétaire, les ventes extérieures sont estimées à 489,9 milliards en 2017, après 484,8 milliards en 2016, soit une consolidation de 5,1 milliards (+1,1%). Cette embellie est imputable à la croissance de la production nationale de 1,4%, en lien avec la poursuite de la production des différentes entreprises.
- s'agissant de la noix de cajou, les exportations sont évaluées à 606,5 milliards, après 469,5 milliards, soit une progression de 137,0 milliards (+29,2%). Elles sont impulsées essentiellement par la bonne tenue des cours de la matière première de 27,2%.
- au niveau du pétrole brut, les ventes à l'étranger se sont améliorées. Elles sont passées de 345,5 milliards en 2016 à 363,2 milliards en 2017, soit une hausse de 5,1%. Les exportations du pétrole brut sont portées par l'embellie de ses cours mondiaux de 15,4%. A contrario, les volumes exportés ont fléchi de 13,7% en relation avec le recul de la production de 9,1%.
- pour ce qui est du caoutchouc, les ventes à l'étranger ressortent à 489,7 milliards en 2017, après 329,5 milliards en 2016, soit une hausse de 160,2 milliards (+48,6%). Cette croissance, en 2017, est due à l'augmentation des quantités vendues de 31,1% et à celle des prix de 13,4%.

Graphique 2 : Principaux produits exportés



Source : BCEAO

S'agissant des exportations à destination de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier (cf. annexe 2.10), leur structure est caractérisée par la prédominance des marchandises suivantes :

- les produits pétroliers (27,2% des ventes en 2017 après 35,0% en 2016) ;
- l'huile de palme (8,2% des commercialisations en 2017 après 10,0% en 2016) ;
- l'électricité (8,9% des exportations en 2017, après 6,2% en 2016) ;
- les plastiques (5,8% des expéditions en 2017 après 5,2% en 2016) ;
- le tabac (5,5% des exportations en 2017, après 4,6% en 2016).

En 2017, ces produits ont représenté globalement 55,6% des cessions à destination des autres pays de l'Union contre 61,0% l'année antérieure.

I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens

Sur la base des statistiques douanières (cf. annexe 1.9), les ventes à destination de l'Europe ressortent à 3.119,0 milliards, contre 1.561,4 milliards pour l'Afrique, 1.200,8 milliards pour l'Asie et 923,7 milliards pour l'Amérique en 2017. En 2016, ces chiffres ressortaient à 3.038,9 milliards pour l'Europe, 1.623,0 milliards pour l'Afrique, 874,2 milliards pour l'Asie et 838,0 milliards pour l'Amérique.

Ainsi, l'Europe demeure le premier débouché de la Côte d'Ivoire. Sa part est ressortie à 45,4% en 2017, après 47,3% en 2016. Elle est suivie par l'Afrique avec une part de 22,7% en 2017, après 25,3% en 2016. Viennent ensuite l'Asie avec une part qui s'est établie à 17,5% en 2017, après 13,6% en 2016 et l'Amérique avec une part qui est ressortie à 13,4% en 2017, après 13,0% en 2016.

En Europe, les principaux clients des opérateurs économiques résidents sont les *Pays-Bas* (12,7% du total des exportations et 28,0% des ventes à la zone en 2017, après respectivement 11,6% et 24,5% en 2016), la *France* (5,9% du total des exportations et 13,0% des ventes à la zone en 2017, après respectivement 5,8% et 12,2% en 2016) et l'*Allemagne* (5,2% du total des exportations et 11,5% des ventes à la zone en 2017, après respectivement 5,0% et 10,7% en 2016).

En Afrique, le Burkina est le premier pays consommateur des produits ivoiriens. Il reçoit 4,5% des exportations totales du pays et 20,0% de celles destinées au continent en 2017, après respectivement 4,5% et 18,0% en 2016. Il est suivi du Mali et du Ghana. Ces pays représentent respectivement 4,0% et 3,8% des ventes extérieures de la Côte d'Ivoire. En Afrique, leurs parts dans les exportations de la Côte d'Ivoire sont estimées respectivement à 17,4% et 16,7%.

En Amérique, les envois de marchandises sont principalement destinés aux *Etats-Unis* (74,8% des ventes à la zone en 2017, après 67,9% en 2016) et au *Canada* (12,8% des ventes en 2017, après 16,8% en 2016).

En Asie, les acheteurs les plus importants sont le Vietnam, avec 38,9% des ventes vers le continent, l'Inde, avec 16,0% des expéditions vers le continent et la Malaisie, avec 22,8% des exportations vers l'Asie.

En prenant en compte les ajustements qui ont été opérés sur les statistiques douanières à partir de la confrontation avec les données fournies par les autres pays de l'UEMOA et de l'estimation du commerce non contrôlé, la part des recettes issues des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA dans les exportations totales de la Côte d'Ivoire, s'établit à 11,9% en 2017, après 12,6% en 2016. Le Burkina et le Mali demeurent les principaux consommateurs de produits ivoiriens avec respectivement 38,5% et 33,7% des exportations ivoiriennes à destination de l'UEMOA, soit globalement 72,1%. En 2016, la part de ces deux pays était de 69,5%. Le Sénégal occupe la troisième place avec une part de 9,7% devant le Togo (8,2%), le Niger (5,4%), le Bénin (4,5%) et la Guinée-Bissau (0,1%).

Tableau 6 : Exportations de la Côte d'Ivoire vers les autres pays de l'UEMOA

(En milliards de FCFA)

PAYS PARTENAIRES	2013*		2014*		2015*		2016*		2017*	
	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	38,3	5,2	33,7	4,2	40,9	4,5	24,1	2,9	36,8	4,5
BURKINA	329,4	44,5	359,8	44,3	316,2	34,6	294,2	35,4	316,0	38,5
GUINEE BISSAU	0,2	0,0	0,4	0,1	0,5	0,1	1,3	0,2	0,7	0,1
MALI	184,9	25,0	194,2	23,9	278,5	30,5	282,7	34,1	276,6	33,7
NIGER	34,7	4,7	36,6	4,5	54,8	6,0	26,2	3,2	44,4	5,4
SENEGAL	73,0	9,9	73,6	9,1	75,6	8,3	75,4	9,1	79,7	9,7
TOGO	79,8	10,8	113,2	14,0	146,5	16,0	125,6	15,1	67,2	8,2
TOTAL EXPORTATIONS	740,4	100,0	811,6	100,0	913,0	100,0	829,6	100,0	821,4	100,0

Sources : DGD, BCEAO

* Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale

I.1.2- Importations de biens

I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En s'établissant à 4.940,3 milliards en 2017, après 4.631,5 milliards en 2016, les importations de biens FOB (base balance des paiements) ont enregistré une hausse de 308,8 milliards ou +6,7% (cf. tableau 7 ci-après).

Tableau 7 : Evolution des importations de biens FOB

(En milliards de FCFA)					
Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	4 473,6	4 496,5	5 064,0	4 631,5	4 940,3
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations (FOB) de biens	4 473,6	4 496,5	5 064,0	4 631,5	4 940,3
Importations de biens / PIB nominal	29,0%	26,6%	25,8%	22,1%	22,3%

Source : BCEAO

I.1.2.2- Composition des importations de biens

En 2017, les importations CAF (cf. annexe 2.5), hors biens exceptionnels, sont composées des autres biens de consommation à hauteur de 33,4% contre 29,9% en 2016, des biens intermédiaires à concurrence de 26,4% contre 29,2% un an plus tôt, de produits alimentaires dans une proportion de 21,4% contre 19,9% l'année d'avant et de biens d'équipement à hauteur de 18,8% contre 21,0% l'année précédente.

Les importations des autres biens de consommation ont augmenté de 16,9%. Elles ont enregistré l'expansion, en valeur, des achats de produits pétroliers (+71,4%), de plastiques (+17,2%), de minerais (+94,2%), d'automobiles (12,8%) et de caoutchouc (+1,7%). Ces progressions sont la résultante de la hausse des quantités et des prix des biens sus-mentionnés à l'exception du caoutchouc et des automobiles. Pour ces deux derniers produits, les quantités constituent le facteur de l'augmentation de la facture.

Concernant les acquisitions de biens intermédiaires, elles se sont repliées de 5,4%. Cette évolution est imputable à la baisse de la quantité de plusieurs produits, notamment le pétrole brut (-38,4%), le coton (-19,2%), les engrais (-9,5%) et les autres matériaux de construction (-23,3%).

S'agissant des importations CAF de produits alimentaires, elles se sont accrues de 12,3%, en lien avec la progression des achats de sucre (+70,6%), de poissons (+22,4%), de blé tendre (+11,4%) et de riz semi-blanchi (+6,5%). Ces dynamiques sont dues à la croissance des prix et des quantités des différents produits sus-mentionnés.

Quant aux biens d'équipement, les acquisitions ont baissé de 6,1%, en liaison avec le fléchissement de la valeur des machines automatiques (-9,4%), machines électriques (-23,9%) et les matériels pour voies ferrées (-33,0%). Toutefois, les achats de biens d'équipement demeurent supérieurs aux niveaux atteints en 2013 et 2014, du fait de la poursuite des réalisations d'ouvrages publics, l'accroissement des capacités de production des entreprises industrielles, notamment dans la cimenterie, et les investissements des secteurs minier et pétrolier.

Tableau 8 : Principaux types de produits importés

(En milliards de FCFA)

Types de produits	2013	2014	2015	2016	2017
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	892,5	900,4	1 023,7	1 011,8	1 136,4
part dans les importations	17,1%	16,5%	20,2%	19,9%	21,4%
Poissons	234,2	231,1	264,8	261,7	320,3
part dans les importations	4,5%	4,2%	5,2%	5,2%	6,0%
part dans les produits alimentaires	26,2%	25,7%	25,9%	25,9%	28,2%
Riz semi-blanchi	233,2	216,4	289,0	307,2	327,2
part dans les importations	4,5%	4,0%	5,7%	6,0%	6,2%
part dans les produits alimentaires	26,1%	24,0%	28,2%	30,4%	28,8%
Blé tendre	105,4	93,5	94,1	86,3	96,2
part dans les importations	2,0%	1,7%	1,9%	1,7%	1,8%
part dans les produits alimentaires	11,8%	10,4%	9,2%	8,5%	8,5%
Autres biens de consommation	1 303,2	1 570,3	1 554,9	1 516,2	1 772,9
part dans les importations	25,0%	28,7%	30,6%	29,9%	33,4%
Produits pétroliers	379,5	383,7	356,4	264,4	453,2
part dans les importations	7,3%	7,0%	7,0%	5,2%	8,5%
part dans les autres biens de consommation	29,1%	24,4%	22,9%	17,4%	25,6%
Produits pharmaceutiques	135,2	189,5	172,1	204,7	191,8
part dans les importations	2,6%	3,5%	3,4%	4,0%	3,6%
part dans les autres biens de consommation	10,4%	12,1%	11,1%	13,5%	10,8%
Plastiques	189,2	209,0	265,1	235,4	275,9
part dans les importations	3,6%	3,8%	5,2%	4,6%	5,2%
part dans les autres biens de consommation	14,5%	13,3%	17,0%	15,5%	15,6%
Biens intermédiaires	2 196,9	2 124,8	1 932,5	1 484,4	1 404,7
part dans les importations	42,1%	38,8%	38,1%	29,2%	26,4%
Pétrole brut	1 444,9	1 292,6	897,5	607,2	471,9
part dans les importations	27,7%	23,6%	17,7%	12,0%	8,9%
part dans les biens intermédiaires	65,8%	60,8%	46,4%	40,9%	33,6%
Produits chimiques	90,9	122,2	102,5	105,7	120,4
part dans les importations	1,7%	2,2%	2,0%	2,1%	2,3%
part dans les biens intermédiaires	4,1%	5,8%	5,3%	7,1%	8,6%
Fer, fonte, acier et ouvrages	211,9	269,4	389,1	252,3	255,1
part dans les importations	4,1%	4,9%	7,7%	5,0%	4,8%
part dans les biens intermédiaires	9,6%	12,7%	20,1%	17,0%	18,2%
Biens d'équipement	820,9	876,2	1 095,9	1 066,2	1 001,3
part dans les importations	15,7%	16,0%	21,6%	21,0%	18,8%
Machines mécaniques	394,6	406,7	515,9	454,3	456,9
part dans les importations	7,6%	7,4%	10,2%	8,9%	8,6%
part dans les biens d'équipement	48,1%	46,4%	47,1%	42,6%	45,6%
Matériel de transport routier	155,0	192,8	182,2	170,7	201,2
part dans les importations	3,0%	3,5%	3,6%	3,4%	3,8%
part dans les biens d'équipement	18,9%	22,0%	16,6%	16,0%	20,1%
Total importations CAF, commerce général douanes	5 213,5	5 471,7	5 607,1	5 078,6	5 315,4

Sources : DGD, BCEAO

Selon la répartition par produits, les importations les plus importantes sont celles du pétrole brut (8,9%), des machines mécaniques (8,6%), des produits raffinés du pétrole (8,5%), du riz (6,2%), du poisson (6,0%), des plastiques (5,2%), des produits du fer, fonte ainsi que de l'acier (4,8%) et des matériels de transport routier (3,8%). Ces biens représentent globalement 52,0% des achats en provenance de l'étranger.

S'agissant des importations en provenance de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, leur structure est caractérisée, en 2017, par la prédominance du poisson (50,7% des importations), du tabac (9,1% des achats), des produits raffinés du pétrole (7,6% des acquisitions), du coton (4,5% des achats), ainsi que des fruits et des légumes frais (4,2% des approvisionnements). Ces produits représentent globalement 76,1% des importations en provenance des autres pays de l'Union.

I.1.2.3- Orientation géographique des importations de biens

La répartition géographique des importations CAF (commerce général douanes hors biens exceptionnels) est caractérisée en 2017 par une augmentation de la part de marché des pays d'Afrique et de ceux d'Europe. En revanche, la part des pays d'Amérique et d'Asie s'est contractée par rapport à 2016.

En effet, la part des importations en provenance des pays d'Europe est passée de 36,3% en 2016 à 38,6% en 2017. L'Afrique a vu sa part de marché ressortir à 21,7% en 2017, après 21,3% en 2016. S'agissant des pays d'Asie, leur part a chuté à 32,7% en 2017, après 34,5% l'année précédente. Quant aux pays d'Amérique, leur part s'est établie à 6,3%, après 7,2% en 2016.

En Europe, le principal fournisseur demeure la *France*, avec 40,0% des achats provenant de la zone en 2017, après 44,6% en 2016.

Il en est de même en Afrique pour le *Nigeria*, qui totalise 54,1% des commandes issues du continent, contre 53,5% en 2016.

En Asie, la Côte d'Ivoire se ravitaille majoritairement auprès de la *Chine*. Ce pays capte 43,9% des importations issues du continent asiatique en 2017, contre 47,2% en 2016. Le deuxième fournisseur asiatique est l'*Inde*, avec une part de 15,1% des importations en 2017 contre 13,1% en 2016.

En Amérique, les achats proviennent principalement des *Etats-Unis* avec 64,5% des importations totales de cette zone en 2017, après 50,8% en 2016.

Par contre, en prenant en compte les ajustements opérés lors des travaux de la cellule sous-régionale de réconciliation des données, la fraction des importations de la Côte d'Ivoire en provenance des pays de l'UEMOA s'est repliée, en ressortant à 4,1% des importations totales, après 4,4% en 2016.

Les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire au niveau de l'UEMOA sont le Sénégal, le Mali et le Togo dont les parts de marché ressortent respectivement à 39,5%, 25,9% et 19,8% en 2017 contre 36,5%, 34,4% et 17,6% en 2016. Ils sont suivis par le Burkina (7,5%), le Bénin (5,4%) et le Niger (1,9%).

Tableau 9 : Importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA

(en milliards de FCFA)										
PAYS PARTENAIRES	2013*		2014*		2015*		2016*		2017*	
	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %	Valeurs	En %
BENIN	13,5	6,5	11,0	5,8	11,4	7,2	7,5	3,3	11,7	5,4
BURKINA	22,0	10,7	21,6	11,4	16,2	10,3	14,4	6,4	16,1	7,5
GUINEE BISSAU	0,3	0,1	2,1	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
MALI	62,7	30,4	74,4	39,3	40,9	25,8	90,7	40,3	55,8	25,9
NIGER	3,3	1,6	4,6	2,4	4,4	2,8	7,7	3,4	4,0	1,9
SENEGAL	49,6	24,0	51,6	27,3	52,1	32,9	78,0	34,6	85,2	36,5
TOGO	55,0	26,6	23,8	12,6	33,3	21,1	27,1	12,0	42,7	19,8
TOTAL IMPORTATIONS	206,4	100,0	189,2	100,0	158,3	100,0	225,3	100,0	215,5	100,0

Sources : DGD, BCEAO

* Données ajustées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale

I.2- Balance des services

Le solde déficitaire des services s'est creusé de 16,5% en 2017, après un amoindrissement de 1,2% en 2016. Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation des paiements au titre du transport de marchandises et des services spécialisés, techniques et de construction.

Tableau 10 : Evolution de la balance des services

(En milliards de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Transport	-788,7	-800,8	-872,2	-697,4	-755,1
Dont fret	-694,5	-692,7	-775,8	-684,4	-720,9
Voyage	-98,9	-107,5	-118,0	4,5	6,1
Autres services	-138,2	-159,6	-203,6	-486,6	-625,7
Total services nets	-1 025,8	-1 067,9	-1 193,9	-1 179,5	-1 374,6

Source : BCEAO

I.2.1- Exportations de services

Les recettes issues des services fournis aux non-résidents ont augmenté de 4,4% par rapport à l'année 2016. Elles sont impulsées par la progression des services de transport, des revenus issus du poste « voyage » et des autres services. En effet, les exportations de service de transport se sont accrues de +9,3%, en lien avec le dynamisme du trafic aérien et la bonne tenue du transport maritime (+2,8%). En outre, les recettes de voyage ont augmenté, en relation notamment avec l'accueil de touristes dans le cadre de l'organisation, par la Côte d'Ivoire, d'événements internationaux, tels que les huitièmes jeux de la francophonie. Les autres services ont également généré des entrées plus importantes de devises (+3,3%).

Tableau 11 : Exportations de services

(En milliards de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Transport	68,5	69,7	97,6	121,2	132,5
dont fret	62,9	63,1	63,9	58,0	56,4
Voyage	89,4	91,0	93,2	224,8	230,6
Autres services	304,0	285,6	262,2	195,6	202,1
Total services vendus	461,9	446,4	453,0	541,6	565,2

Source : BCEAO

I.2.2- Importations de services

Comparées à l'année précédente, la consommation de services en provenance des non-résidents a augmenté de 12,7%, en liaison avec l'accroissement des dépenses au titre du transport, des rubriques du poste « voyage » (+1,9%) et des autres services (21,4%).

En effet, les paiements au titre du transport se sont accrus de 8,4%, sous les effets de la hausse du fret et des achats de billets d'avions aux compagnies aériennes étrangères effectués par les résidents en vue de leurs voyages à l'étranger. En outre, l'augmentation des consommations au titre des autres services est portée par la construction et les services techniques. Elle concerne l'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré, le projet d'extension et de modernisation du Port d'Abidjan, le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire et le projet de transport urbain d'Abidjan.

De même, les investissements de mise en état des installations minières et pétrolières et le développement de nouvelles exploitations dans ces secteurs ont engendré des dépenses plus importantes.

Tableau 12 : Importations de services

(En milliards de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Transport	-857,3	-870,6	-969,8	-818,7	-887,7
dont fret	-757,4	-755,8	-839,7	-742,4	-777,3
Voyage	-188,3	-198,5	-211,2	-220,3	-224,4
Autres services	-442,2	-445,2	-465,8	-682,1	-827,7
Total services reçus	-1 487,8	-1 514,3	-1 646,8	-1 721,1	-1 939,8

Source : BCEAO

I.3- Compte de revenu primaire

Le déficit du compte du revenu primaire a atteint 893,7 milliards en 2017, après 637,8 milliards un an plus tôt, soit un creusement de 255,93 milliards. Il est induit principalement par l'accroissement des paiements de revenus des investissements (+31,7%) notamment les dividendes liés aux investissements directs étrangers et les bénéfices réinvestis par les non-résidents. Les revenus nets des salariés se sont repliés de 42,7%, en raison d'une part de la baisse des rémunérations de résidents suite au départ et le redéploiement du personnel de certaines organisations internationales et, d'autre part, de la hausse des salaires des travailleurs saisonniers dans l'industrie extractive.

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(En milliards de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Rémunérations des salariés	82,8	83,0	83,8	72,7	41,6
Revenus des investissements	-528,0	-538,7	-686,0	-717,4	-944,8
Dont intérêts sur la dette publique	-99,1	-94,2	-152,2	-177,0	-175,8
Autres revenus primaires	0,1	6,4	6,6	6,9	9,5
Revenu primaire net	-445,1	-449,3	-595,5	-637,8	-893,7

Source : BCEAO

I.4- Compte de revenu secondaire

Le revenu secondaire a enregistré un déficit de 300,1 milliards, après celui de 246,1 milliards en 2016, soit un creusement de 54,0 milliards. Cette aggravation du déficit du revenu secondaire est liée principalement à la progression des envois de fonds des travailleurs migrants.

Par ailleurs, les transferts de l'Administration publique ont affiché, en 2017, un solde positif de 88,6 milliards, en hausse de 5,1 milliards par rapport à l'année précédente. Cette évolution est due essentiellement à l'accroissement des aides budgétaires obtenues. En effet, l'Administration publique a bénéficié de dons programmes à hauteur de 150,9 milliards en 2017 contre 147,6 milliards en 2016.

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire

(En milliards de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Administration publique	64,6	124,2	98,1	83,4	88,6
Dont aide budgétaire reçue	124,2	98,1	154,0	147,6	150,9
Autres secteurs	-281,7	-269,6	-301,8	-329,5	-388,7
Dont envois de fonds des travailleurs	-256,4	-260,6	-269,1	-294,0	-354,9
Revenu secondaire net	-217,1	-145,4	-203,7	-246,1	-300,1

Source : BCEAO

II- COMPTE DE CAPITAL

En 2017, le solde positif du compte de capital s'est situé à 111,8 milliards, après 110,9 milliards l'année précédente. Il est porté par les transactions au titre des transferts de capital.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

<i>(En milliards de FCFA)</i>					
Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-1,6	1,3	0,0	-0,0021	-0,0294
Transferts de capital	96,3	137,3	156,4	110,9	111,9
Administration publique	96,3	137,3	128,6	106,2	115,2
Dont remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	27,8	4,7	-3,4
Solde du compte de capital	94,8	138,6	156,4	110,9	111,8

Sources : DCPE, BCEAO

II.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Les transactions sur actifs incorporels (brevets, licences, droits d'auteur, marques) se sont soldées par un déficit de 29,4 millions après celui de 2,1 millions l'année précédente.

II.2- Transferts de capital

Le solde des transferts de capital est ressorti à +111,9 milliards, après +110,9 milliards en 2016, soit une consolidation de 1,0 milliards, grâce aux dons projets reçus par l'Administration publique. En effet, les transferts de capital au profit de l'Administration publique ont évolué positivement, en passant de 106,2 milliards en 2016 à 115,2 milliards en 2017.

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier recense les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, issues des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers et des autres investissements. Présenté selon l'optique BCEAO, ce compte affiche un solde négatif de 496,6 milliards en 2017, après -87,4 milliards en 2016. Cet état traduit une entrée nette des capitaux étrangers, liée à la progression des investissements de portefeuille.

Tableau 16 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)

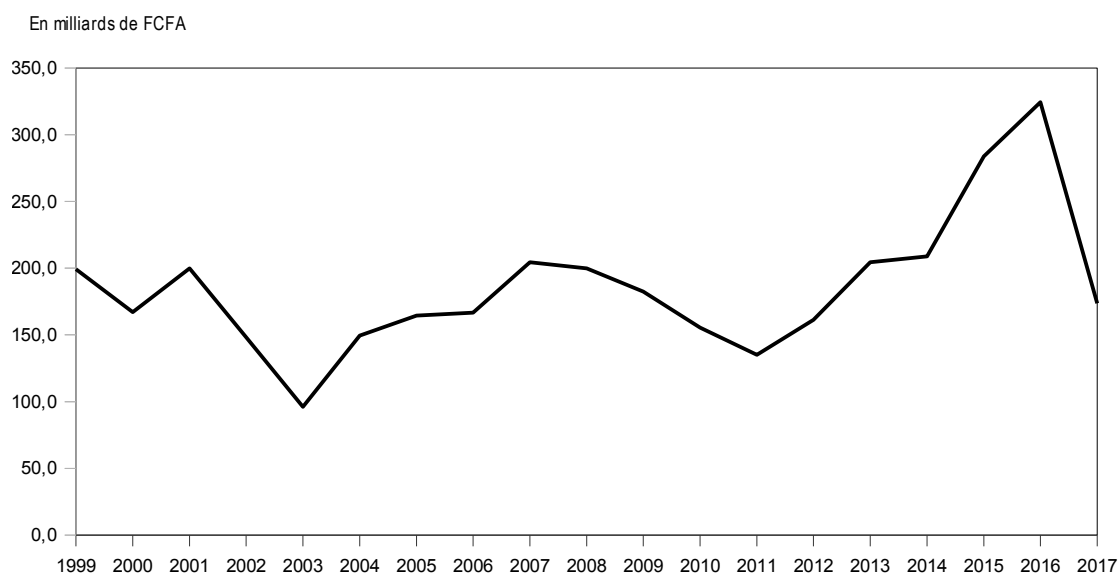
(En milliards de FCFA)					
Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Investissements directs	-204,5	-208,9	-283,8	-325,5	-173,6
Investissements de portefeuille	-86,1	-462,8	-574,2	-349,3	-783,6
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	-3,0
Autres investissements	210,6	761,6	607,7	587,4	463,5
Solde du compte financier	-80,0	89,9	-250,3	-87,4	-496,6

Sources : DCPE, BCEAO

III.1- Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont soldés par une entrée nette de capitaux de 173,6 milliards en 2017, après celle de 325,5 milliards en 2016. Cette évolution résulte d'un accroissement net des passifs de l'économie ivoirienne de 566,1 milliards et des acquisitions nettes d'actifs des résidents à l'extérieur de 392,5 milliards.

Graphique 3 : Evolution des flux nets d'IDE



Source : BCEAO

- **Acquisitions nettes d'actifs financiers**

A l'instar de l'année 2016, les entreprises ivoiriennes ont poursuivi l'expansion de leurs filiales à l'étranger en 2017. Ainsi, les résidents ivoiriens ont effectué des investissements à l'extérieur à hauteur de 392,5 milliards, après 17,0 milliards en 2016.

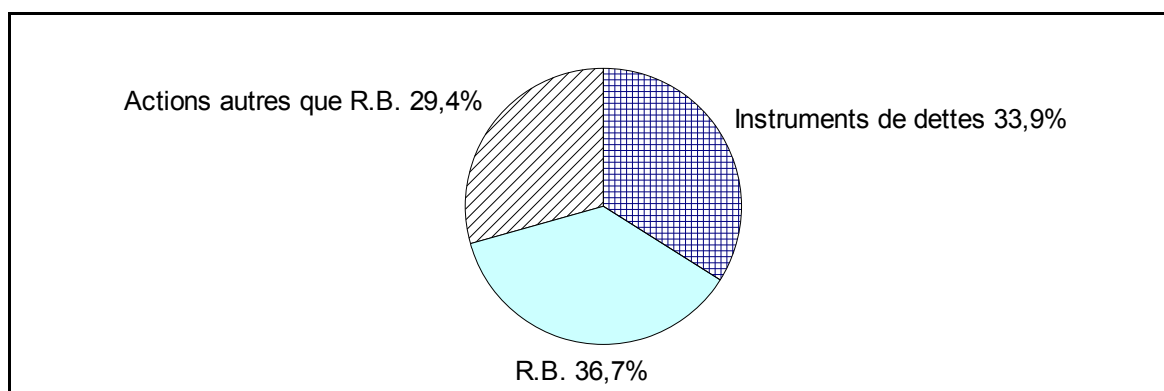
Ces acquisitions d'actifs portent sur 331,9 milliards au titre des actions et parts de fonds de placement, après 18,2 milliards en 2016 et 60,6 milliards d'instruments de dettes, après un désinvestissement de 1,2 milliards un an plus tôt.

Les principaux secteurs d'activités à l'origine de ces acquisitions d'actifs à l'extérieur sont la télécommunication (63,7%), le secteur financier (23,0%) et le secteur minier (11,3%). Les principaux pays bénéficiaires se situent dans l'UEMOA, avec 64,9% des ressources financières et la CEDEAO hors UEMOA avec 21,1%.

- **Accroissement net des passifs financiers**

Les investissements directs étrangers reçus par l'économie ivoirienne se sont établis à 566,1 milliards, après 342,4 milliards en 2016, soit une croissance de 65,33%. Ils résultent de 166,2 milliards au titre des actions (autres que les réinvestissements de bénéfices (R.B.)), après 144,1 milliards en 2016, de 207,8 milliards de réinvestissements de bénéfices, après 170,6 milliards un an plus tôt, et de 192,1 milliards d'instruments de dettes après 27,7 milliards l'année d'avant.

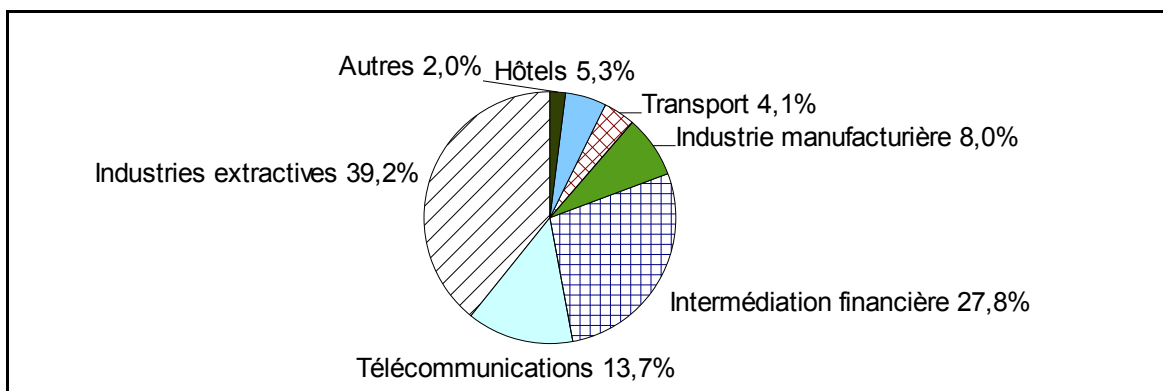
Graphique 4 : Répartition des IDE entrants selon ses composantes



Source : BCEAO

Les principaux secteurs d'activités, bénéficiaires nets, de ces entrées de fonds sont l'industrie extractive, avec 39,2% des fonds reçus, après 32,2% en 2016, l'intermédiation financière, avec 27,8% des entrées de capitaux, après 19,9% un an plus tôt et les télécommunications, avec 13,6% des ressources financières entrant, après 12,5% l'année d'avant. Ils sont suivis de l'industrie manufacturière avec 8,0% des ressources financières entrant, de l'hôtellerie, avec 5,3% des flux et du transport, avec 4,1% des investissements, après respectivement 20,4%, 3,7% et 3,0% des actifs étrangers reçus en 2016.

Graphique 5 : Principaux secteurs d'activité bénéficiaires des IDE en 2017



Source : BCEAO

Les principaux pourvoyeurs des fonds sont :

- la France, avec 126,5 milliards (22,3% des fonds) investis principalement dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'hôtellerie, de l'intermédiation financière, du transport et de l'industrie extractive ;
- le Canada, avec 96,6 milliards (17,10% des ressources financières) investis majoritairement dans l'industrie extractive ;
- le Maroc, avec 96,2 milliards (17,0% des capitaux) investis essentiellement dans le secteur financier et l'industrie manufacturière ;
- la Belgique, avec 73,0 milliards (12,9% des fonds) investis dans les télécommunications et la construction ;
- les Etats-Unis, avec 64,8 milliards (11,4% des fonds) investis majoritairement dans l'extraction du pétrole ;
- les Iles Caïman, avec 42,3 milliards (7,5% des placements) investis essentiellement dans l'industrie extractive ;
- la Suisse, 34,2 milliards (6,0% des ressources), placés principalement dans le secteur financier ;
- les autres pourvoyeurs de fonds totalisent 32,5 milliards, soit 5,8% des ressources financières reçues par la Côte d'Ivoire.

III.2- Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille se sont soldés par un accroissement net des passifs financiers de 783,6 milliards, après celui de 349,3 milliards l'année précédente. Cette progression des engagements est impulsée principalement par les émissions nettes de titres publics, dont la souscription d'euro-obligations d'une valeur de 1.143,5 milliards en juin 2017.

En particulier, les transactions sur les bons du Trésor public se sont soldées par une sortie nette de capitaux de 129,0 milliards. Elles résultent des nouvelles émissions de 159,1 milliards et des amortissements de 288,1 milliards.

Pour ce qui est des transactions sur les titres longs, en l'occurrence les eurobonds, les obligations du Trésor public, les emprunts obligataires et les SUKUK, elles se sont caractérisées par une augmentation nette des passifs financiers de 924,5 milliards, après 315,8 milliards un an plus tôt. Les nouvelles émissions sont ressorties à 1.453,2 milliards, après 518,3 milliards en 2016. Concernant les amortissements, ils se sont établis à 528,7 milliards, après 202,5 milliards l'année précédente.

III.3- Dérivés financiers

Les transactions sur les dérivés financiers se sont soldées par une diminution nette des actifs de 3,0 milliards en 2017.

III.4- Autres investissements

Les flux nets au titre des autres investissements sont ressortis à +463,5 milliards, après +587,4 milliards en 2016.

Les numéraires et dépôts se sont caractérisés par une acquisition nette d'actifs de 391,2 milliards, après 145,3 milliards un an plus tôt, sous l'impulsion des dépôts des autres secteurs.

S'agissant des prêts, ils se sont soldés par une entrée nette des capitaux de 250,7 milliards en 2017, après une sortie nette des flux financiers de 80,7 milliards en 2016. Ce solde de l'année résulte, d'une part, d'une acquisition nette d'actifs financiers de 12,5 milliards et, d'autre part, d'une augmentation des passifs de 263,2 milliards. En particulier, les opérations de l'Administration publique ont consisté à la souscription de 9,8 milliards au capital d'organisations internationales, à la réception de prêts de 594,7 milliards et au remboursement des prêts à hauteur de 270,7 milliards.

IV- CAPITAUX MONETAIRES

En 2017, l'évolution des actifs monétaires s'est traduite par une hausse des avoirs extérieurs nets de l'économie ivoirienne de 48,1 milliards, après une baisse de 54,4 milliards en 2016.

Graphique 6 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets



Source : BCEAO

IV.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont établis à 1.550,7 milliards en 2017, après 1.360,2 milliards l'année d'avant, soit une augmentation de 190,5 milliards.

Les avoirs extérieurs bruts se sont consolidés de 208,0 milliards, du fait du redressement des autres créances de 283,5 milliards, après la baisse de 272,1 milliards et de celui des DTS détenus de 72,6 milliards. Ces hausses ont été atténuées par le fléchissement de la position de réserves au FMI de 148,1 milliards.

S'agissant des engagements extérieurs bruts, ils se sont amoindris de 17,5 milliards, en relation avec la diminution des recours aux crédits du FMI (-59,6 milliards).

Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

	2013	2014	2015	2016	2017
Avoirs	2 278,4	2 806,2	3 327,2	3 045,2	3 253,2
- Position de réserve	-7,2	16,6	4,9	43,1	-105,0
- DTS détenus	199,9	213,5	195,1	147,0	219,6
- Autres créances	2 085,6	2 576,1	3 127,2	2 855,1	3 138,6
Engagements*	1 046,7	1 328,5	1 759,1	1 685,0	1 702,5
- Recours aux crédits du Fonds	447,0	562,8	649,2	631,3	571,7
- Banque et institutions étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres engagements	599,8	765,6	1 109,9	1 053,7	1 130,8
Avoirs extérieurs nets	1 231,6	1 477,7	1 568,1	1 360,2	1 550,7

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

IV.2- Avoirs et engagements autres institutions de dépôts

La position extérieure des banques est ressortie créditrice à 212,1 milliards, après 354,5 milliards en 2016, soit un fléchissement de 142,4 milliards.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(En milliards de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017
Avoirs	802,1	829,1	925,4	1 229,7	1 468,9
- Banques	802,1	829,1	925,4	1 229,7	1 468,9
Engagements	581,0	593,9	686,8	875,2	1 256,9
- Banques	581,0	593,9	686,8	875,2	1 256,9
Position monétaire extérieure*	221,1	235,2	238,6	354,5	212,1

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

IV.3- Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2017 s'est traduite par une hausse des avoirs extérieurs nets de 48,1 milliards, grâce à la consolidation des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale de 190,5 milliards.

Par contre, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 3,6 milliards en 2017, après le solde négatif de 53,1 milliards en 2016. Cette situation résulte de la prise en compte, au niveau des avoirs extérieurs nets, des réévaluations nettes de 51,7 milliards des actifs (-8,5 milliards) et des engagements officiels (-60,2 milliards) de la Côte d'Ivoire vis-à-vis du FMI.

Tableau 19 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

(En milliards de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	-67,0	17,9	3,4	115,9	-142,4
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	-9,5	246,1	90,4	-207,9	190,5
Solde monétaire	-76,5	264,0	93,8	-92,1	48,1
Réévaluation	79,1	9,8	154,8	39,0	-51,7
Solde global de la balance des paiements	2,6	273,8	248,5	-53,1	-3,6

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au 31 décembre 2017, l'ensemble des avoirs extérieurs financiers de la Côte d'Ivoire s'est élevé à 15.495,8 milliards et les engagements à 14.296,4 milliards. Ainsi, la position extérieure globale a enregistré un solde positif de 1.199,4 milliards, après 1.647,9 milliards en 2016.

Les principales composantes des avoirs sont :

- les autres investissements d'un montant de 11.380,7 milliards dont 4.792,0 milliards au titre de la monnaie fiduciaire et des dépôts (avoirs en monnaies étrangères et avoirs en comptes à l'étranger) et 4.856,9 milliards au titre des crédits commerciaux ;
- les réserves officielles de change (avoirs extérieurs bruts de la BCEAO), qui se sont établies à 3.253,2 milliards, après 3.045,2 milliards un an plus tôt.

Quant aux engagements, ils ont pour principales composantes les investissements directs et les emprunts dont les stocks sont ressortis respectivement à 5.016,4 milliards (après 4.450,2 milliards en 2016) et 4.473,2 milliards (après 4.068,9 milliards en 2016).

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 3,6 milliards en 2017, après un solde négatif de 53,1 milliards en 2016, malgré l'augmentation des financements extérieurs des opérations de l'Administration publique de 670,5 milliards. Il résulte de l'aggravation du déficit des transactions courantes, en liaison avec le creusement des déficits des services, du revenu primaire et du revenu secondaire, malgré l'excédent plus élevé de la balance des biens.

Au niveau du compte financier, les transactions se sont soldées par des entrées nettes de capitaux étrangers plus importantes que celles de l'année précédente. Cette évolution est principalement due à la progression des investissements de portefeuille, en lien avec l'émission d'euro-obligations de 1.143,5 milliards effectuée par l'Administration publique. Les investissements directs étrangers ont enregistré des flux nets entrants plus faibles par rapport à 2016, en raison notamment de l'augmentation notable des acquisitions d'actifs par les entreprises résidentes à l'étranger, essentiellement dans les pays de la CEDEAO.

Par ailleurs, bien que le déficit des transactions courantes demeure en deçà du seuil de 5,0% fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale des économies de l'UEMOA, il ressort que son financement nécessite de plus en plus l'utilisation des avoirs extérieurs du système bancaire.

A cet égard, la Côte d'Ivoire devrait poursuivre et renforcer plusieurs mesures de politiques économiques qui sont mises en œuvre en vue de réduire le déficit des transactions courantes et favoriser le financement de ce déséquilibre par des flux autonomes.

Ainsi, l'Etat devrait poursuivre les mesures visant l'augmentation des productions des principales matières premières d'exportation, en améliorant la productivité des producteurs et les circuits de commercialisation. En outre, il faut accroître la valeur ajoutée des exportations, en augmentant notamment le taux de transformation des matières premières locales en phase avec la politique de changement structurel de l'économie adoptée dans le cadre du PND 2016-2020.

De plus, le pays devrait favoriser la production et la promotion de certains produits vivriers en vue de limiter les importations de ces biens de consommation alimentaire.

Il conviendrait également de dynamiser le tourisme national et les services de transport international en vue de baisser le déficit du compte des services.

Par ailleurs, l'Etat pourrait poursuivre l'amélioration du climat des affaires afin d'attirer les investisseurs étrangers et opter pour des types de financement non générateurs de dettes, dont les partenariats public-privé. Ces mesures de politiques économiques doivent être soutenues par le maintien d'un climat de paix et de stabilité dans le pays, condition sine qua non de tout développement économique.

APPENDICE CONCERNANT QUELQUES TRAITEMENTS ET AJUSTEMENTS OPERES SUR LES DONNEES DU COMMERCE GENERAL DOUANE

a) Ajustement de champ couvert

Il vise à corriger certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades).

Par ailleurs, il est procédé, sous cette rubrique, à l'estimation du commerce frontalier ainsi qu'à la prise en compte du commerce frauduleux. Ces traitements sont retracés ci-après :

Point des principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales	
Transactions sur marchandises générales	Observations
Biens achetés dans les ports et les aéroports par les transporteurs	A inclure
Biens qui pénètrent dans le territoire économique ou le quittent en dehors du circuit formel (avec transfert de propriété)	A inclure
Biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière	A inclure
Biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger	A inclure
Biens vendus à l'étranger après avoir été transformés dans d'autres économies	A inclure
Biens dans les entrepôts de douane ou autres zones (avec transfert de propriété)	A inclure
Effets personnels des migrants	A déduire
Biens expédiés aux ambassades, bases militaires, etc. par les autorités du pays d'origine ou vice-versa	A déduire
Biens importés pour des projets de construction par des entreprises non résidentes	A déduire
Biens destinés à être réparés ou entreposés sans transferts de propriété	A déduire
Biens expédiés à l'étranger pour transformation ou retournés après avoir été transformés sans transfert de propriété	A déduire
Biens retournés (cas d'annulation du transfert de propriété)	A déduire
Echantillons sans valeur commerciale (pratiques courantes chez les sociétés minières, notamment en phase d'exploration)	A déduire
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	A déduire
Or non monétaire	A déduire

b) Ajustement de valeur

Au niveau du commerce général, les importations sont en valeur CAF. L'ajustement de valeur opéré consiste à scinder le montant des importations CAF en deux parties distinctes : d'une part, le montant FOB payé pour les marchandises proprement dites et, d'autre part, le montant supporté au titre de l'assurance et du transport desdites marchandises. Le montant des importations FOB est imputé dans le compte des biens, tandis que les charges d'assurance et de fret sont reversées dans les services.

ANNEXES

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

Annexe 1.6 : Compte de biens

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette

Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques

Annexe 2.3 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

Annexe 2.4 : Composition des exportations

Annexe 2.5 : Composition des importations

Annexe 2.6 : Exportations de services

Annexe 2.7 : Importations de services

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2017 à partir des statistiques officielles

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2017

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2017

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2017

Annexe 2.16 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2017

Annexe 2.17 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation détaillée)

Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	7 919 954	8 529 116	-609 162
Biens et services	7 464 826	6 880 154	584 672
Biens	6 899 620	4 940 310	1 959 311
Marchandises générales	6 408 915	4 940 310	1 468 605
Dont : Réexportations	8 480	0	8 480
Exportations nettes dans le cadre du négoce	774	0	774
Or non monétaire	489 931	0	489 931
Services	565 205	1 939 844	-1 374 639
Transport	132 540	887 670	-755 130
Dont : Fret	56 358	777 272	-720 914
Voyage	230 575	224 428	6 147
Autres services	202 090	827 747	-625 656
Revenus primaires	172 509	1 066 220	-893 711
Revenus des salariés	74 079	32 489	41 590
Revenus des investissements	88 121	1 032 914	-944 792
Autres revenus primaires	10 308	817	9 491
Revenus secondaires	282 619	582 742	-300 123
Administrations publiques	150 890	62 287	88 603
Aides budgétaires	150 890	58 837	92 053
Autres secteurs	131 729	520 455	-388 726
Dont : Envois de fonds des travailleurs	104 557	459 487	-354 931
Compte de capital	115 834	4 002	111 832
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	48	77	-29
Transfert en capital	115 786	3 925	111 861
Administrations publiques	115 236	0	115 236
Remises de dettes	0	0	0
Autres secteurs	550	3 925	-3 375
Compte financier	1 773 697	2 273 955	-500 258
Investissements directs	392 542	566 149	-173 607
Investissements de portefeuille	29 181	812 748	-783 567
Dérivés financiers	-2 953	0	-2 953
Autres investissements	1 138 458	895 058	243 400
Avoirs de réserves	216 469	0	216 469
Erreurs et omissions nettes	-6 262 091	-6 259 163	-2 927

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	7 919 954	8 529 116	-609 162
Biens et services	7 464 826	6 880 154	584 672
Biens	6 899 620	4 940 310	1 959 311
Marchandises générales	6 408 915	4 940 310	1 468 605
Dont : Réexportations	8 480	0	8 480
Exportations nettes dans le cadre du négoce	774	0	774
Or non monétaire	489 931	0	489 931
Services	565 205	1 939 844	-1 374 639
Transport	132 540	887 670	-755 130
Dont : Fret	56 358	777 272	-720 914
Voyage	230 575	224 428	6 147
Autres services	202 090	827 747	-625 656
Revenus primaires	172 509	1 066 220	-893 711
Revenus des salariés	74 079	32 489	41 590
Revenus des investissements	88 121	1 032 914	-944 792
Autres revenus primaires	10 308	817	9 491
Revenus secondaires	282 619	582 742	-300 123
Administrations publiques	150 890	62 287	88 603
Aides budgétaires	150 890	58 837	92 053
Autres secteurs	131 729	520 455	-388 726
Dont : Envois de fonds des travailleurs	104 557	459 487	-354 931
Compte de capital	115 834	4 002	111 832
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	48	77	-29
Transfert en capital	115 786	3 925	111 861
Administrations publiques	115 236	0	115 236
Remises de dettes	0	0	0
Autres secteurs	550	3 925	-3 375
Compte financier	1 317 934	1 814 571	-496 638
Investissements directs	392 542	566 149	-173 607
Investissements de portefeuille	29 181	812 748	-783 567
Dérivés financiers	-2 953	0	-2 953
Autres investissements	899 164	435 674	463 490
Administration publique	9 766	324 017	-314 252
Autres secteurs	889 398	111 657	777 742
Erreurs et omissions nettes	-6 262 091	-6 259 163	-2 927
Solde global	455 763	459 384	-3 621
Avoirs et engagements extérieurs	-455 763	-459 384	3 621
Banque centrale	-216 469	-77 709	-138 760
Autres institutions de dépôts	-239 294	-381 675	142 381

Source : BCEAO

Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Compte des transactions courantes	-208 846	252 169	-119 054	-245 501	-609 162
Biens et services	453 375	846 936	680 172	638 360	584 672
Biens	1 479 221	1 914 833	1 874 030	1 817 822	1 959 311
Marchandises générales	1 193 526	1 567 103	1 426 952	1 335 357	1 468 605
Dont : Réexportations	5 900	634	65	10 035	8 480
Exportations nettes dans le cadre du négoce	1 543	124	125	379	774
Or non monétaire	284 153	347 605	446 953	482 086	489 931
Services	-1 025 846	-1 067 896	-1 193 858	-1 179 462	-1 374 639
Transport	-788 747	-800 849	-872 191	-697 431	-755 130
Dont : Fret	-694 453	-692 706	-775 779	-684 395	-720 914
Voyage	-98 936	-107 463	-118 047	4 521	6 147
Autres services	-138 163	-159 585	-203 620	-486 552	-625 656
Revenus primaires	-445 134	-449 328	-595 500	-637 781	-893 711
Revenus des salariés	82 794	83 022	83 846	72 680	41 590
Revenus des investissements	-528 037	-538 728	-685 987	-717 384	-944 792
Autres revenus primaires	109	6 378	6 641	6 923	9 491
Revenus secondaires	-217 087	-145 439	-203 726	-246 080	-300 123
Administrations publiques	64 633	124 164	98 120	83 379	88 603
Dont Aides budgétaires reçues	105 393	167 074	154 020	147 590	150 890
Autres secteurs	-281 720	-269 603	-301 845	-329 459	-388 726
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-256 402	-260 603	-269 125	-294 048	-354 931
Compte de capital	94 771	138 570	156 408	110 866	111 832
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.	-1 563	1 269	5	-2	-29
Transfert en capital	96 333	137 301	156 403	110 869	111 861
Administrations publiques	96 333	137 282	128 600	106 193	115 236
Remises de dettes	0	0	0	0	0
Autres secteurs	0	19	27 803	4 675	-3 375
Compte financier	-79 976	89 889	-250 288	-87 376	-496 638
Investissements directs	-204 471	-208 928	-283 782	-325 471	-173 607
Investissements de portefeuille	-86 147	-462 819	-574 191	-349 256	-783 567
Dérivés financiers	0	0	0	0	-2 953
Autres investissements	210 642	761 636	607 684	587 351	463 490
Administration publique	-190 731	-95 476	-174 500	-53 565	-314 252
Autres secteurs	401 373	857 112	782 184	640 916	777 742
Erreurs et omissions nettes	36 695	-27 041	-39 104	-5 807	-2 927
Solde global	2 595	273 808	248 539	-53 065	-3 621
Avoirs et engagements extérieurs	-2 595	-273 808	-248 539	53 065	3 621
Banque centrale	-3 184	-295 792	-275 993	167 779	-138 760
Autres institutions de dépôts	589	21 984	27 454	-114 714	142 381

Source : BCEAO

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Biens et services	453 375	846 936	680 172	638 360	584 672
Biens	1 479 221	1 914 833	1 874 030	1 817 822	1 959 311
Services	-1 025 846	-1 067 896	-1 193 858	-1 179 462	-1 374 639
Revenus primaires	-445 134	-449 328	-595 500	-637 781	-893 711
Revenus secondaires	-217 087	-145 439	-203 726	-246 080	-300 123
Solde du compte courant	-208 846	252 169	-119 054	-245 501	-609 162
Solde du compte courant (hors dons)	-314 057	85 179	-272 654	-389 470	-756 785
PIB Nominal	15 445 759	16 890 904	19 595 381	20 931 397	22 150 799
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-1,4%	1,5%	-0,6%	-1,1%	-2,8%

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens et services	6 414 786	6 857 748	7 390 982	6 990 893	7 464 826
Importations de biens et services	5 961 411	6 010 811	6 710 810	6 352 533	6 880 154
Balance commerciale de biens et services	453 375	846 936	680 172	638 360	584 672
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	107,6%	114,1%	110,1%	110,0%	108,5%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	40,0%	38,0%	37,6%	30,9%	32,4%

Source : BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens	5 952 852	6 411 331	6 938 016	6 449 281	6 899 620
Importations de biens	4 473 631	4 496 498	5 063 986	4 631 459	4 940 310
Balance commerciale de biens	1 479 221	1 914 833	1 874 030	1 817 822	1 959 311
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	133,1%	142,6%	137,0%	139,2%	139,7%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	30,9%	32,3%	32,0%	25,7%	26,7%

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	5 667 157	6 063 601	6 490 938	5 966 815	6 408 915
Dont réexportations	5 900	634	65	10 035	8 480
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	1 543	124	125	379	774
Or non monétaire	284 153	347 605	446 953	482 086	489 931
Total exportations de biens	5 952 852	6 411 331	6 938 016	6 449 281	6 899 620

Source : BCEAO

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Cacao	1 931 831,2	2 288 615,1	3 030 877,1	2 740 444,0	2 904 636,0
dont cacao en fèves	1 322 205,6	1 505 896,4	2 099 744,4	1 818 438,4	2 056 925,9
dont cacao transformé	609 625,6	782 718,7	931 132,8	922 005,6	847 710,2
Produits pétroliers	1 693 420,9	1 544 072,9	1 120 481,7	867 840,8	805 720,7
dont pétrole brut	473 549,6	322 460,8	322 172,4	345 521,4	363 207,9
dont produits pétroliers	1 219 871,2	1 221 612,1	798 309,3	522 319,3	442 512,8
Noix de cajou	157 984,8	391 841,5	427 352,5	469 546,4	606 500,8
Or non monétaire	284 152,5	347 605,0	446 952,6	484 816,0	489 931,4
Caoutchouc	376 764,6	302 678,3	298 762,9	329 531,4	489 704,7
Divers	1 508 698,2	1 536 517,8	1 554 558,6	1 534 911,7	1 576 426,0
Total exportations de biens	5 968 990,5	6 472 648,1	6 878 985,4	6 427 090,4	6 872 919,6

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
EUROPE	2 506 382	2 628 951	3 311 502	3 038 872	3 118 959
UNION EUROPEENNE	2 300 065	2 301 412	2 885 338	2 644 831	2 731 170
ZONE EURO	2 176 408	2 084 510	2 620 216	2 384 468	2 437 208
France	454 395	432 477	377 115	370 962	406 051
Allemagne	397 771	270 827	426 247	324 378	358 426
Italie	144 570	185 146	169 217	174 140	154 975
Pays-Bas	575 599	641 631	843 568	744 914	874 188
Belgique	265 446	281 156	457 938	393 684	348 880
AUTRES PAYS DE L'UE	462 285	216 902	265 122	260 363	293 963
Royaume-Uni	123 658	114 547	171 251	192 580	203 784
AUTRES PAYS D'EUROPE	206 317	327 539	426 164	394 041	387 789
Suisse	125 660	202 410	271 757	295 248	272 174
Russie	1 529	1 521	1 524	1 425	3 389
AFRIQUE	2 104 237	2 036 955	1 903 742	1 622 999	1 561 393
UEMOA	718 771	834 152	854 117	807 775	795 529
Bénin	36 106	35 711	39 361	20 953	31 031
Burkina	324 632	359 203	313 184	291 721	312 449
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	170	453	400	1 299	655
Mali	185 838	206 213	253 658	276 360	272 422
Niger	27 457	42 689	35 728	24 734	44 260
Sénégal	66 703	74 605	69 048	71 873	68 034
Togo	77 865	115 278	142 738	120 834	66 679
CEDEAO (hors UEMOA)	809 866	703 463	619 526	445 352	413 271
Nigeria	530 025	369 727	279 717	113 854	85 881
Ghana	178 947	231 431	272 566	258 842	260 009
CEMAC	216 524	169 885	123 203	64 991	43 516
Cameroun	79 197	67 139	48 370	19 292	13 284
Gabon	34 924	9 613	12 384	7 029	7 233
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	359 075	329 454	306 896	304 881	309 078
Afrique du Sud	175 651	161 554	189 076	190 234	227 344
Maroc	9 366	10 309	6 389	4 069	9 291
Tunisie	11 192	4 207	2 932	980	2 009
Algérie	63 581	43 317	45 812	51 700	31 068
Libye	322	68	7	13	2
Egypte	1 160	2 172	3 353	2 328	3 316
AMERIQUE	737 346	805 389	746 907	837 997	923 694
USA	469 289	538 629	568 432	569 051	690 497
Canada	211 046	176 122	76 664	141 125	117 851
Brésil	15 351	28 716	35 923	26 455	40 602
ASIE	554 070	909 104	846 125	874 169	1 200 787
Chine	75 316	70 836	56 245	43 394	66 095
Japon	3 094	4 062	3 407	1 643	1 307
Inde	125 429	262 947	292 876	220 332	191 839
Pakistan	1 550	1 385	2 623	6 539	24 882
Emirats arabes unis	4 060	6 416	8 858	7 198	21 879
Thaïlande	7 509	7 549	7 157	5 203	2 884
Autres pays	66 956	92 249	70 709	53 054	68 087
TOTAL	5 968 990	6 472 648	6 878 985	6 427 090	6 872 920

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.10 : Evolution des importations (FOB) de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	4 473 631	4 496 498	5 063 986	4 631 459	4 940 310
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Négoce	0	0	0	0	0
Total importations (FOB) de biens	4 473 631	4 496 498	5 063 986	4 631 459	4 940 310
Importations de biens / PIB nominal	28,9%	26,6%	27,0%	21,5%	22,3%

Source : BCEAO

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Produits alimentaires	892 538	900 389	1 023 741	1 011 779	1 136 421
Autres biens de consommation courante	923 749	1 186 597	1 198 500	1 251 841	1 319 701
Produits énergétiques	1 824 378	1 676 283	1 253 846	871 579	925 183
<i>dont pétrole brut</i>	1 444 917	1 292 625	897 472	607 204	471 939
<i>dont produits pétroliers</i>	379 461	383 659	356 374	264 375	453 244
Matières premières et biens intermédiaires	751 963	832 211	1 035 030	877 232	932 803
Biens d'équipement	820 913	876 200	1 095 940	1 066 165	1 001 286
Total importations de biens CAF (statistiques douanes hors biens exceptionnels)	5 213 540	5 471 680	5 607 056	5 078 596	5 315 394
Total importations de biens CAF ajustées	5 270 832	5 292 119	5 957 630	5 412 709	5 758 491
Total importations de biens FOB	4 473 631	4 496 498	5 063 986	4 631 459	4 940 310

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
EUROPE	1 614 252	1 749 499	1 932 886	1 845 277	2 050 529
UNION EUROPEENNE	1 558 218	1 605 237	1 764 617	1 657 047	1 754 944
ZONE EURO	1 389 533	1 419 740	1 551 824	1 454 314	1 582 753
France	676 696	679 233	671 668	648 874	632 379
Allemagne	134 029	173 042	142 573	159 848	182 156
Italie	91 892	119 420	224 877	120 058	121 766
Pays-Bas	182 508	162 147	161 285	130 128	179 849
Belgique	102 698	81 229	103 780	127 488	153 626
AUTRES PAYS DE L'UE	168 685	185 498	212 793	202 733	203 120
Royaume-Uni	93 935	108 539	143 165	123 008	91 746
AUTRES PAYS D'EUROPE	56 033	144 261	168 269	188 230	264 656
Suisse	20 833	18 337	21 844	20 316	20 027
Russie	23 256	40 491	28 531	41 262	48 329
AFRIQUE	1 885 599	1 672 028	1 328 508	1 082 954	1 151 246
UEMOA	98 660	92 218	99 161	122 149	123 206
Bénin	6 492	6 064	5 007	7 313	7 666
Burkina	16 017	7 970	3 637	5 281	6 576
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	2 525	0	1 612	6 127	3 625
Mali	3 972	3 052	1 719	2 236	2 810
Niger	886	2 478	3 302	3 525	3 281
Sénégal	53 270	46 831	72 436	82 955	87 642
Togo	15 497	25 824	11 447	14 710	11 605
CEDEAO (hors UEMOA)	1 510 537	1 245 682	889 224	624 237	688 675
Nigeria	1 426 115	1 203 016	854 377	579 777	622 345
Ghana	59 674	41 696	32 074	39 344	51 337
CEMAC	49 167	42 086	28 331	19 855	9 833
Cameroun	2 134	10 615	4 467	1 489	1 591
Gabon	1 133	645	1 185	1 920	1 792
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	227 235	292 042	311 792	316 714	329 532
Afrique du Sud	55 888	68 448	61 458	66 892	61 934
Maroc	75 572	83 272	121 775	106 095	103 114
Tunisie	17 152	26 322	24 174	25 611	28 778
Algérie	390	4 596	7 301	3 174	8 320
Libye	135	1 046	2 506	16	876
Egypte	20 863	19 293	26 952	24 134	26 700
AMERIQUE	387 392	442 845	430 894	365 881	334 271
USA	203 055	220 318	247 149	185 871	215 576
Canada	13 199	14 956	14 411	11 429	12 074
Brésil	39 376	35 507	24 922	32 770	41 768
ASIE	1 192 396	1 451 408	1 702 265	1 750 860	1 738 635
Chine	419 875	486 797	726 009	826 851	762 520
Japon	97 664	96 411	124 546	118 683	122 112
Inde	159 753	270 199	216 320	229 192	261 914
Pakistan	16 738	17 665	35 474	35 149	24 201
Emirats arabes unis	22 585	24 842	27 721	32 020	35 703
Thaïlande	129 463	118 936	135 907	156 347	153 899
Autres pays	133 902	155 900	212 503	33 624	40 714
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	5 213 540	5 471 680	5 607 056	5 078 596	5 315 394

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Transport	-788 747	-800 849	-872 191	-697 431	-755 130
Dont fret	-694 453	-692 706	-775 779	-684 395	-720 914
Voyage	-98 936	-107 463	-118 047	4 521	6 147
Autres services	-138 163	-159 585	-203 620	-486 552	-625 656
Total services nets	-1 025 846	-1 067 896	-1 193 858	-1 179 462	-1 374 639

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Rémunérations des salariés	82 794	83 022	83 846	72 680	41 590
Revenus des investissements	-528 037	-538 728	-685 987	-717 384	-944 792
Dont intérêts sur la dette publique	-99 130	-94 150	-152 240	-176 950	-175 822
Autres revenus primaires	109	6 378	6 641	6 923	9 491
Revenu primaire net	-445 134	-449 328	-595 500	-637 781	-893 711

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Administration publique	64 633	124 164	98 120	83 379	88 603
Dont aide budgétaire reçue	124 164	98 137	154 020	147 590	150 890
Autres secteurs	-281 720	-269 603	-301 845	-329 459	-388 726
Dont envois de fonds des travailleurs	-256 402	-260 603	-269 125	-294 048	-354 931
Revenu secondaire net	-217 087	-145 439	-203 726	-246 080	-300 123

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital*(En millions de FCFA)*

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-1 563	1 269	5	-2	-29
Transferts de capital	96 333	137 301	156 403	110 869	111 861
Administration publique	96 333	137 282	128 600	106 193	115 236
Dont remises de dettes	0	0	0	0	0
Autres secteurs	0	19	27 803	4 675	-3 375
Solde du compte de capital	94 771	138 570	156 408	110 866	111 832

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier (optique BCEAO)*(En millions de FCFA)*

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Investissements directs	-204 471	-208 928	-283 782	-325 471	-173 607
Investissements de portefeuille	-86 147	-462 819	-574 191	-349 256	-783 567
Dérivés financiers	0	0	0	0	-2 953
Autres investissements	210 642	761 636	607 684	587 351	463 490
Solde du compte du compte financier	-79 976	89 889	-250 288	-87 376	-496 638

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers reçus

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
EUROPE	101 466	125 069	153 446	221 762	265 980
UNION EUROPEENNE	87 487	117 015	154 150	173 119	192 158
ZONE EURO	90 045	109 315	141 436	133 030	224 351
Allemagne	-181	0	43	-51	-328
Belgique	1 324	987	59 826	37 979	73 019
France	50 188	89 201	58 546	63 772	126 528
Italie	-700	344	1 496	94	62
Pays-Bas	39 122	12 056	20 379	19 494	12 851
AUTRES PAYS DE L'UE	-2 557	7 701	12 715	40 090	-32 193
Royaume-Uni	-2 944	7 813	13 302	37 499	-31 547
AUTRES PAYS D'EUROPE	13 979	8 054	12 715	48 642	73 822
Suisse	13 964	6 868	13 302	12 963	34 248
Russie	0	1 186	-7 127	0	0
AFRIQUE	103 581	64 442	59 215	69 472	136 505
UEMOA	10 073	18 597	25 056	43 154	14 605
Bénin	-1 144	289	7 339	2 294	-163
Burkina	4 559	4 786	1 623	4 538	-1 067
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	0	0	0	2	0
Mali	-2 370	1 006	-4 730	12 038	-239
Niger	0	0	0	0	0
Sénégal	138	351	718	12 704	7 876
Togo	8 891	12 165	11 474	8 091	9 262
CEDEAO (hors UEMOA)	52 366	1 778	-3 077	1 341	17 701
Ghana	-17	377	-3 077	0	1 407
Nigeria	52 383	1 401	0	1 340	16 235
CEMAC	-7 389	1 632	1 659	6 130	3 567
Cameroun	-4 940	157	187	-66	-14
Gabon	-2 449	1 475	1 580	6 189	3 717
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	48 531	42 434	35 578	18 847	100 633
Afrique du Sud	4 209	4	6 982	1 913	3 294
Algérie	0	0	0	9	17
Egypte	0	0	0	0	-477
Libye	32 403	16 330	2 668	3 426	-4 900
Maroc	7 644	1 414	32 137	12 252	96 249
Tunisie	4 183	100	-931	793	1 007
AMERIQUE	-1 222	5 716	70 365	-2 997	152 161
Brésil	0	0	0	31	17
Canada	0	52	35 778	3 677	96 607
USA	-866	1 453	11 218	1 737	64 778
ASIE	-2 508	16 880	9 010	39 091	-3 707
Chine	0	-305	-736	3 226	16 322
Emirats arabes unis	-1 113	0	446	-174	433
Inde	129	2 344	381	1 798	1 306
Japon	0	0	-1 609	1 959	-1 046
Pakistan	0	0	0	0	0
Singapour	3 723	7 893	2 895	19 197	13 570
Thaïlande	0	0	0	0	0
Autres pays	-7	4 829	366	15 122	15 210
TOTAL	201 310	216 936	292 036	342 450	566 149

Source : BCEAO

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	13 730 631	-8 475	15 495 852
Investissements directs	90 828		483 370
Investissements de portefeuille	352 418		381 599
Dérivés financiers	0		-2 953
Autres investissements	10 242 208		11 380 667
Autres titres de participation	58 085		58 085
Monnaie fiduciaire et dépôts	4 364 509		4 792 013
Prêts	529 612		750 113
Régime d'assurance, de pension et de garantie	15 383		15 104
Crédits commerciaux	4 359 661		4 856 939
Autres comptes à payer/à recevoir	914 958		908 413
Avoirs de réserves	3 045 175	-8 475	3 253 169
Or monétaire			
Droits de tirage spéciaux	146 965	-16 247	219 569
Position de réserve au FMI	43 141	7 771	-105 027
Autres avoirs de réserve	2 855 069		3 138 627
Stocks de passifs financiers (B)	12 082 688	-60 220	14 296 423
Investissements directs	4 450 228		5 016 377
Investissements de portefeuille	2 263 329		3 076 077
Dérivés financiers	0		0
Autres investissements	5 369 131	-60 220	6 203 969
Autres titres de participation	0		0
Monnaie fiduciaire et dépôts	657 849		831 815
Prêts	4 068 855	-42 301	4 473 221
Régime d'assurance, de pension et de garantie	25 501		25 501
Crédits commerciaux	141 550		284 007
Autres comptes à payer/à recevoir	215 284		347 252
Droits de tirage spéciaux	260 092	-17 919	242 173
Position extérieure globale nette (A) - (B)	1 647 943	51 744	1 199 429

Source : BCEAO

Annexe 2.1: Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

(En millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017
Avoirs	2 278 363	2 806 207	3 327 206	3 045 176	3 253 170
- Position de réserve	-7 150	16 604	4 890	43 141	-105 026
- DTS détenus	199 932	213 502	195 123	146 965	219 569
- Autres créances	2 085 581	2 576 101	3 127 194	2 855 069	3 138 627
Engagements*	1 046 721	1 328 465	1 759 097	1 685 012	1 702 501
- Recours aux crédits du Fonds	446 958	562 821	649 196	631 276	571 677
- Banque et institutions étrangères	0	0	0	0	
- Autres engagements	599 763	765 644	1 109 900	1 053 736	1 130 825
Avoirs extérieurs nets	1 231 642	1 477 741	1 568 110	1 360 164	1 550 669

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(En millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017
Avoirs	802 051	829 080	925 357	1 229 654	1 468 948
- Banques	802 051	829 080	925 357	1 229 654	1 468 948
Engagements	580 986	593 914	686 776	875 202	1 256 877
- Banques	580 986	593 914	686 776	875 202	1 256 877
Position monétaire extérieure*	221 065	235 166	238 580	354 451	212 071

Source : BCEAO

* Un signe négatif traduit une position extérieure débitrice, un signe positif traduit une position extérieure créditrice

Annexe 2.3 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires

(En millions de FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	-67 039	17 925	3 415	115 871	-142 380
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	-9 483	246 099	90 368	-207 945	190 505
Solde monétaire	-76 522	264 024	93 783	-92 075	48 124
Réévaluation	79 117	9 784	154 756	39 009	-51 745
Solde global de la balance des paiements	2 595	273 808	248 539	-53 065	-3 621

Source : BCEAO

Annexe 2.4 : Composition des exportations (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

Types de produits	2013	2014	2015	2016	2017
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits primaires	3 024 275,5	3 264 972,0	3 975 329,7	3 825 222,7	4 401 308,5
part dans les exportations douanières	50,7%	50,4%	61,9%	59,5%	64,0%
Agriculture, Élevage, Pêche	20 773,3	22 573,6	23 422,0	30 192,4	38 846
part dans les exportations douanières	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%
part dans les produits primaires	0,7%	0,7%	0,6%	0,8%	0,9%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	2 235 852,4	2 557 233,0	3 169 567,0	2 954 012,5	3 476 547,2
part dans les exportations douanières	37,5%	39,5%	49,3%	46,0%	50,6%
part dans les produits primaires	73,9%	78,3%	79,7%	77,2%	79,0%
Produits miniers	767 649,8	685 165,3	782 340,7	841 017,8	885 915
part dans les exportations douanières	12,9%	10,6%	12,2%	13,1%	12,9%
part dans les produits primaires	25,4%	21,0%	19,7%	22,0%	20,1%
Produits transformés	2 944 714,7	3 207 665,1	2 903 655,7	2 601 867,5	2 471 611,2
part dans les exportations douanières	49,3%	49,6%	45,2%	40,5%	36,0%
Produits de la première transformation	1 009 205,5	1 227 632,6	1 392 559,4	1 391 083,2	1 320 301
part dans les exportations douanières	16,9%	19,0%	21,7%	21,6%	19,2%
part dans les produits transformés	34,3%	38,3%	48,0%	53,5%	53,4%
Conserves et Préparation Alimentaires	192 598,1	183 600,5	190 493,9	193 188,5	197 571
part dans les exportations douanières	3,2%	2,8%	3,0%	3,0%	2,9%
part dans les produits transformés	6,5%	5,7%	6,6%	7,4%	8,0%
Produits manufacturés	1 742 911,0	1 796 432,0	1 320 602,5	1 017 595,8	953 738,9
part dans les exportations douanières	29,2%	27,8%	20,5%	15,8%	13,9%
part dans les produits transformés	59,2%	56,0%	45,5%	39,1%	38,6%
Total exportations commerce général Douanes	5 968 990,2	6 472 637,1	6 878 985,4	6 427 090,2	6 872 920

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.5 : Composition des importations (statistiques douanières hors biens exceptionnels)

(En millions de FCFA)

Types de produits	2013	2014	2015	2016	2017
	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Produits alimentaires	892 538	900 389	1 023 741	1 011 779	1 136 421
part dans les importations	17,1%	16,5%	20,2%	19,9%	21,4%
Poissons	234 198,6	231 141,7	264 757,7	261 658,2	320 265,1
part dans les importations	4,5%	4,2%	5,2%	5,2%	6,0%
part dans les produits alimentaires	26,2%	25,7%	25,9%	25,9%	28,2%
Riz semi-blanchi	233 164,0	216 374,9	288 990,0	307 179,6	327 227,0
part dans les importations	4,5%	4,0%	5,7%	6,0%	6,2%
part dans les produits alimentaires	26,1%	24,0%	28,2%	30,4%	28,8%
Blé tendre	105 408,3	93 549,2	94 120,9	86 329,1	96 205,3
part dans les importations	2,0%	1,7%	1,9%	1,7%	1,8%
part dans les produits alimentaires	11,8%	10,4%	9,2%	8,5%	8,5%
Autres biens de consommation	1 303 209,5	1 570 255,1	1 554 873,4	1 516 216,0	1 772 944,9
part dans les importations	25,0%	28,7%	30,6%	29,9%	33,4%
Produits pétroliers	379 460,8	383 658,5	356 373,7	264 375,1	453 244,2
part dans les importations	7,3%	7,0%	7,0%	5,2%	8,5%
part dans les autres biens de consommation	29,1%	24,4%	22,9%	17,4%	25,6%
Produits pharmaceutiques	135 227,3	189 508,8	172 065,9	204 662,7	191 775,5
part dans les importations	2,6%	3,5%	3,4%	4,0%	3,6%
part dans les autres biens de consommation	10,4%	12,1%	11,1%	13,5%	10,8%
Plastiques	189 221,4	208 976,3	265 055,9	235 373,1	275 913,4
part dans les importations	3,6%	3,8%	5,2%	4,6%	5,2%
part dans les autres biens de consommation	14,5%	13,3%	17,0%	15,5%	15,6%
Biens intermédiaires	2 196 879,6	2 124 835,9	1 932 502,3	1 484 435,6	1 404 742,1
part dans les importations	42,1%	38,8%	38,1%	29,2%	26,4%
Pétrole brut	1 444 917,0	1 292 624,7	897 472,4	607 203,6	471 939,2
part dans les importations	27,7%	23,6%	17,7%	12,0%	8,9%
part dans les biens intermédiaires	65,8%	60,8%	46,4%	40,9%	33,6%
Produits chimiques	90 944,6	122 233,5	102 528,4	105 658,7	120 372,2
part dans les importations	1,7%	2,2%	2,0%	2,1%	2,3%
part dans les biens intermédiaires	4,1%	5,8%	5,3%	7,1%	8,6%
Fer, fonte et acier	211 871,6	269 391,9	389 149,1	252 254,9	255 066,6
part dans les importations	4,1%	4,9%	7,7%	5,0%	4,8%
part dans les biens intermédiaires	9,6%	12,7%	20,1%	17,0%	18,2%
Biens d'équipement	820 913,0	876 200,0	1 095 939,9	1 066 165,0	1 001 286,2
part dans les importations	15,7%	16,0%	21,6%	21,0%	18,8%
Machines mécaniques	394 585,2	406 694,8	515 890,9	454 343,0	456 873,7
part dans les importations	7,6%	7,4%	10,2%	8,9%	8,6%
part dans les biens d'équipement	48,1%	46,4%	47,1%	42,6%	45,6%
Matériel de transport routier	155 038,1	192 793,6	182 246,9	170 673,3	201 166,2
part dans les importations	3,0%	3,5%	3,6%	3,4%	3,8%
part dans les biens d'équipement	18,9%	22,0%	16,6%	16,0%	20,1%
Total importations CAF, commerce général douanes	5 213 540,3	5 471 680,1	5 607 056,2	5 078 595,6	5 315 394,7

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.6 : Exportations de services

(En millions de FCFA)

Poste	2013	2014	2015	2016	2017
Transport	68 528	69 732	97 585	121 226	132 540
dont fret	62 935	63 134	63 895	57 975	56 358
Voyage	89 398	91 049	93 181	224 824	230 575
Autres services	304 007	285 635	262 200	195 562	202 090
Total services nets	461 934	446 417	452 966	541 612	565 205

Source : BCEAO

Annexe 2.7 : Importations de services

(En millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Transport	-857 275	-870 581	-969 776	-818 657	-887 670
dont fret	-757 388	-755 840	-839 673	-742 371	-777 272
Voyage	-188 334	-198 513	-211 228	-220 303	-224 428
Autres services	-442 170	-445 220	-465 820	-682 114	-827 747
Total services importés	-1 487 780	-1 514 313	-1 646 824	-1 721 074	-1 939 844

Source : BCEAO

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits

(en millions fctd ,tonnes, mwh)

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2013		2014		2015		2016		2017	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	3 024 276	4 444 379	3 264 972	4 171 145	3 975 330	5 018 597	3 825 223	5 391 135	4 401 308	6 113 094
<i>Agriculture, Elevage, Pêche</i>	20 773	115 872	22 574	103 265	23 422	80 846	30 192	103 173	38 846	190 674
Riz	6 885	34 479	8 720	39 875	4 600	20 558	6 182	24 569	5 210	31 257
Légumes et tubercules alimentaires	765	9 727	1 227	12 386	1 482	13 752	1 009	12 582	1 064	14 469
Pêche	4 232	3 580	1 476	1 498	4 031	4 773	8 111	7 888	4 921	5 442
Crustacés, mollusques	1 191	946	1 783	1 105	2 365	384	1 202	652	1 785	1 109
Manques fraîches	5 869	18 999	7 833	23 967	8 900	27 644	12 271	37 360	13 817	40 477
Papayes fraîches	17	393	18	332	17	473	27	622	36	1 046
Autres fruits et produits de l'élevage	1 814	47 748	1 517	24 101	2 027	13 263	1 390	19 500	12 013	96 876
<i>Dont Elevage et chasse</i>	5	389	104	24	40	4	5	1	7	32
Céréales	1 540	45 889	991	22 509	990	10 492	464	14 503	8 070	73 033
<i>Agriculture Industrielle et d'Exportation</i>	2 238 852	2 962 710	2 557 233	2 940 531	3 169 567	3 242 884	2 954 013	3 014 028	3 476 547	3 573 917
<i>Hors cacao</i>	913 647	1 850 154	1 051 337	1 823 531	1 069 823	1 956 897	1 135 574	1 958 392	1 419 621	2 063 798
Café vert	89 555	91 493	57 264	68 705	60 411	65 218	67 341	73 409	41 546	39 962
Cacao fèves	1 322 206	1 112 556	1 505 896	1 117 000	2 099 744	1 285 988	1 818 438	1 055 636	2 056 926	1 510 119
Noix de cajou	157 985	443 863	391 841	532 219	427 352	659 124	469 546	614 394	606 501	624 151
Ananas frais	9 508	47 251	7 987	39 489	7 166	34 844	5 458	25 429	7 154	31 944
Banane	74 643	354 774	69 130	326 126	68 415	323 952	83 390	384 277	88 059	394 296
Cola	741	12 168	1 049	17 352	1 236	20 002	1 031	16 593	1 089	17 449
Coton en masse	134 178	151 355	159 599	182 774	139 198	182 533	114 191	139 343	120 077	137 649
Graines d'oléagineux	2 450	6 473	2 019	4 423	2 134	4 142	1 889	1 853	1 908	1 409
Graines de coton	8 789	124 890	8 384	129 238	5 616	97 440	4 122	72 584	9 264	108 200
Caoutchouc	376 765	318 756	302 678	364 967	298 763	416 259	329 531	506 152	489 705	663 550
Bois en grumes	21 026	257 674	10 418	110 375	11 417	101 230	4 300	46 827	3	17
Tabac	32 341	5 130	33 434	5 782	39 398	5 935	38 970	5 578	45 188	6 297
Coco	3 233	30 067	4 140	32 489	5 892	38 338	5 653	33 829	3 458	18 991
Autres	2 433	6 259	3 392	9 591	2 823	7 879	10 152	38 122	5 670	19 881
<i>Produits miniers</i>	767 650	1 365 797	685 165	1 127 350	782 341	1 694 867	841 158	2 273 934	885 915	2 348 503
Pétrole brut	473 550	1 234 287	322 461	887 857	322 172	1 458 755	345 521	1 947 392	363 208	1 679 929
Or	284 153	17	347 605	19	446 953	22	484 816	23	489 931	25
Autres perles, pierres précieuses	9 947	131 490	15 015	239 450	11 921	235 865	7 637	326 518	31 537	668 542
Diamant	0	0	50	0	1 255	1			1 238	6
Phosphate	1	3	34	23	40	222			0	2
PRODUITS TRANSFORMES	2 944 715	4 667 163	3 207 665	4 997 319	2 903 656	4 317 494	2 601 868	3 751 414	2 471 611	3 311 230
<i>Produits de la première transformation</i>	1 009 206	1 174 084	1 227 633	1 366 715	1 392 559	1 131 210	1 391 083	1 090 446	1 320 301	1 148 381
Cacao transformé	609 626	387 100	782 719	436 203	931 133	442 248	922 006	408 750	847 710	464 988
Café transformé	43 384	7 873	39 320	7 205	49 536	7 383	33 764	4 594	34 828	4 540
Poisson fumé	29	56	27	59	19	52	18	39	28	84
Huile de palme	97 055	240 523	103 565	246 522	91 862	228 209	103 941	212 985	93 612	171 930
Huile de coco	1 338	6 217	1 511	5 523	1 625	6 723	4 414	11 878	5 437	10 003
Amande de cajou	13 393	5 106	12 769	5 921	25 269	6 661	36 204	8 182	40 764	8 141
Bois transformé	82 039	239 884	100 764	320 157	92 822	229 063	79 779	222 152	84 061	223 874
Métaux communs	12 615	114 860	10 432	144 555	5 141	8 740	3 874	6 570	6 313	10 405
Ouvrages en métaux	7 336	3 070	7 617	2 339	9 685	2 233	7 390	2 387	2 962	1 173
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	34 332	66 024	35 634	72 675	35 719	63 608	46 126	76 695	31 288	115 989
Produits chimiques	16 006	26 543	17 533	26 796	16 549	27 235	19 828	27 763	29 020	27 602
Huiles essentielles et extraits végétaux	92 035	76 846	115 720	98 760	133 141	108 933	133 676	108 444	144 174	109 615
Perles, pierres gemmes	17	0	23	1	60	122	63	6	103	37
<i>Conserves et Préparation Alimentaires</i>	192 598	271 896	183 601	262 964	190 494	217 148	193 189	227 989	197 571	215 851
Conserves de thon	97 942	33 851	76 883	26 389	82 635	33 669	73 106	28 172	88 072	29 458
Lait et produits de la laiterie	1 109	2 414	4 767	5 987	8 737	9 405	10 154	11 324	6 060	7 218
Sucre	10 213	23 507	8 655	17 968	132	124	12 026	22 471	2 545	4 311
Sucreries	4 316	2 976	4 580	2 385	4 539	2 759	5 262	3 507	5 509	3 347
Jus d'ananas	627	1 438	768	1 672	568	1 356	472	1 068	1 051	2 323
Huile de palme	5 747	15 340	7 739	14 875	8 097	16 431	12 143	18 381	10 078	15 665
Préparations alimentaires diverses	19 253	18 054	26 183	21 725	25 591	21 347	22 888	19 213	36 943	28 490
Produits de la minoterie	16 101	75 593	12 646	68 735	11 469	65 567	10 228	57 272	11 658	67 373
Préparation à base de céréales	20 180	57 102	20 188	57 621	27 653	66 434	27 462	66 529	20 507	57 623
Autres conserves et préparations	17 110	41 622	21 191	45 605	21 073	56	19 446	51	15 149	42
<i>Dont: Conserves d'ananas</i>	0	0	0	0	37	37	74	86	72	87
Boisson	4 523	9 469	9 110	13 530	9 550	15 999	12 456	21 828	9 142	15 480
Viandes et abats	296	113	425	156	512	159	342	122	139	48
<i>Produits manufacturés</i>	1 742 911	3 221 183	1 796 432	3 367 640	1 320 602	2 969 137	1 017 596	2 432 980	953 739	1 946 997
Electricité (f/mwh)	0	0	0	0	55 692	0	65 093	0	112 208	0
Produits pétroliers	1 219 871	2 604 703	1 221 612	2 626 544	798 309	2 522 082	522 319	2 011 189	442 513	1 508 227
Savon	42 475	97 847	41 779	90 480	47 233	103 128	61 276	123 255	65 634	133 449
Ciment	7 337	101 512	14 002	194 011	2 364	32 414	776	12 742	715	11 528
Tissus en coton	15 082	2 435	17 068	2 512	18 061	1 926	15 692	1 980	12 830	1 328
Textiles et chaussures	60 793	63 984	62 999	64 939	63 877	67 257	59 354	61 400	56 714	63 536
Plastiques	78 803	80 549	82 026	82 777	102 804	103 590	121 654	123 012	130 190	127 861
Engrais	15 524	65 273	16 614	73 612	13 230	54 490	8 591	34 362	8 519	37 315
Papiers, cartons et produits de l'édition	28 799	38 878	48 936	41 564	32 059	44 604	25 522	32 755	28 389	33 330
Céramiques, verre et perles	386	2 226	656	2 842	318	3 514	237	3 029	512	6 825
Matériels pour voies ferrées	5 009	1 459	2 337	992	4 413	780	5 487	2 037	3 353	642
Véhicules automobiles	126 494	14 316	145 432	12 466	11 616	5 680	4 081	2 419	6 213	2 424
Appareils mécaniques et électriques	84 446	16 689	77 917	14 266	99 771	23 380	78 239	24 041	47 173	20 135
Appareils de navigation maritime et aérien	19 190	85	23 534	7 656	25 979	5 464	529	94	1 191	104
Appareils de précision et d'optique	8 189	389	3 859	206	11 298	675	15 693	492	2 533	120
Divers	30 513	130 839	37 662	152 774	33 581	152	33 054	173	35 053	174
<i>Dont Armes et munitions</i>	342	43	2 983	35	663	24	0	0	0	0
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	5 968 990	9 111 542	6 472 637	9 168 465	6 878 985	9 336 091	6 427 090	9 142 549	6 872 920	9 424 324
Hors cacao	5 834 950	8 147 793	5 246 780	8 088 366	4 779 241	8 050 104	4 608 652	8 086 913	4 815 994	7 914 205
Hors café/cacao	5 745 396	8 056 300	5 189 516	8 019 661	4 718 830	7 984 885	4 541 311	8 013 504	4 774 448	7 874 243
Hors produits traditionnels	5 590 191	7 647 271	5 019 499	7 726 513	4 568 215	7 701 122	4 422 820	7 827 334	4 654 368	7 736 576
Hors produits pétroliers	5 937 285	6 655 646	5 531 064	6 578 822	6 080 676	6 814 010	5 904 771	7 131 361	6 430 407	7 916 097
Hors pétrole et produits pétroliers	5 463 735	5 421 359	5 208 603	5 690 964	5 758 504	5 355 254	5 559 249	5 183 968	6 067 199	6 236 169
Hors pétrole et café/cacao	5 271 846	6 822 013	4 867 055	7 131 804	4 396 658	6 526 130	4 195 789	6 066 112	4 411 240	6 194 314
Hors produits pétroliers et café/cacao	4 525 524	5 451 597	3 967 904	5 393 117	3 920 521	5 462 804	4 018 991	6 002 315	4 331 935	6 366 016
Hors pétrole, produits pétroliers et café/cacao	4 051 975	4 217 310	3 645 443	4 505 260	3 598 348	4 004 048	3 673 470	4 054 923	3 968 727	4 686 087

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits

(en millions fca ,tonnes, mwh)

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2013		2014		2015		2016		2017	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	2 195 748	4 469 406	2 470 644	4 710 302	2 578 614	3 052 159	2 527 995	5 376 610	2 909 366	3 584 412
PRODUITS ALIMENTAIRES	892 538	2 443 240	900 389	2 639 657	1 023 741	3 027 062	1 011 779	3 261 841	1 136 421	3 572 860
Produits laitiers	42 516	26 647	43 936	24 761	50 004	33 318	42 367	26 031	47 679	25 059
Fruits et légumes frais	35 485	186 278	36 076	192 107	39 811	235 031	38 458	259 853	41 446	290 493
Viandes et abats comestibles	40 007	78 680	45 122	87 788	50 066	107 089	42 898	103 433	46 442	111 015
Viande, poissons en conserves	4 325	3 424	4 762	2 480	3 183	1 882	3 480	2 118	3 327	1 848
Poissons	234 199	344 354	231 142	370 144	264 758	437 242	261 658	444 324	320 265	530 442
Riz semi-blanchi	233 164	830 831	216 375	952 602	288 990	1 130 013	307 180	1 275 333	327 227	1 338 285
Blé tendre	105 408	540 329	93 549	540 055	94 121	534 040	86 329	592 545	96 205	648 984
Autres céréales	2 317	20 055	1 661	18 832	3 228	32 367	5 322	50 463	2 558	23 093
Farine	22 580	60 390	21 747	62 359	31 132	91 808	31 766	98 963	30 735	105 631
Graisses et huiles végétales ou animales	40 881	78 503	43 731	87 705	53 335	112 708	31 128	48 365	19 936	25 045
Sucre	7 731	21 149	4 308	10 283	4 776	11 694	14 911	44 056	25 433	83 488
Préparations alimentaires diverses	23 510	16 643	42 074	18 441	28 369	17 505	25 276	18 086	28 579	38 847
Boissons	38 563	68 311	43 882	77 249	43 363	79 896	48 862	92 011	53 450	106 900
Autres produits alimentaires	61 853	167 646	72 021	194 851	68 605	202 471	72 145	206 259	93 137	243 712
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	1 303 209	2 026 166	1 570 255	2 070 644	1 554 873	2 259 650	1 516 216	2 114 769	1 772 945	2 943 789
Vêtements	10 242	6 022	15 095	9 166	19 855	10 308	19 131	10 238	18 816	10 473
Produits pétroliers	379 461	814 528	383 659	849 887	356 374	998 248	264 375	914 317	453 244	1 406 873
Produits pharmaceutiques	135 227	10 154	189 509	12 393	172 066	12 735	204 663	13 756	191 775	13 926
Librairie	14 561	3 396	16 116	18 033	18 033	5 213	14 131	4 219	13 177	4 384
Plastiques	189 221	218 787	208 976	265 056	265 056	285 416	235 373	288 777	275 913	330 001
Caoutchouc	49 437	41 367	50 315	64 088	64 088	50 273	51 087	42 993	51 963	45 390
Automobiles	121 764	41 953	121 215	141 028	141 028	49 061	147 726	57 889	166 563	68 060
Appareil électroménagers	89 948	29 547	102 126	102 133	102 133	36 036	126 903	38 230	129 115	44 538
Produits divers des industries chimiques	72 485	51 492	98 406	113 060	113 060	69 387	114 381	74 453	115 063	78 722
Minerais, scories et cendres	14 647	606 855	10 911	10 002	10 002	441 760	6 401	343 014	12 427	579 263
Autres biens de consommation	156 288	193 496	308 974	221 070	221 070	291 440	242 876	316 558	266 619	353 523
BIENS INTERMEDIAIRES	2 196 880	6 868 423	2 124 836	6 688 609	1 932 502	7 679 013	1 484 436	7 890 067	1 404 742	7 427 231
Pétrole brut	1 444 917	3 546 028	1 292 625	3 276 895	897 472	3 517 791	607 204	3 161 756	471 939	1 946 073
Produits chimiques	90 945	155 353	122 234	181 796	102 528	180 626	105 659	200 837	120 372	206 807
Coton	24 577	16 619	23 369	19 487	20 618	7 665	20 041	6 921	18 572	5 593
Autres fibres textiles	27 978	29 582	26 849	31 436	34 263	35 683	38 972	42 115	42 377	60 999
Fer, fonte et acier	211 872	310 885	269 392	352 791	389 149	440 492	252 255	471 938	255 067	454 373
Produits métalliques	69 895	39 460	67 211	30 921	94 016	36 421	80 569	35 594	79 411	39 594
Céramique, verre, pierre	41 054	183 787	45 139	210 302	52 485	222 033	52 694	279 448	60 821	333 291
Engrais	74 172	304 671	61 479	310 931	78 397	347 662	65 015	341 422	56 176	309 132
Clinker	53 118	1 490 531	58 106	1 694 964	67 114	1 911 704	59 631	2 095 349	85 682	3 030 147
Autres matériaux de construction	29 567	651 905	21 690	418 823	37 244	803 288	40 150	1 076 998	26 624	825 567
Papiers et cartons	65 604	117 798	74 082	137 713	79 866	148 237	78 972	144 237	95 196	180 889
Huiles essentielles et extraits végétaux	63 181	21 802	62 661	22 551	79 349	27 411	83 275	33 452	92 504	34 767
BIENS D'EQUIPEMENT	820 913	258 846	876 200	218 704	1 095 940	239 605	1 066 165	239 926	1 001 286	270 900
Hors autre Matériel de transport	624 862	110 344	641 496	121 775	793 001	126 567	802 056	131 678	742 886	154 373
Dont Machines mécaniques	394 585	80 359	406 695	88 533	515 891	91 242	454 343	93 969	456 874	117 359
Machines automatiques	18 302	1 376	21 293	1 544	27 872	1 554	27 543	1 767	24 941	1 493
Machines électriques	174 966	24 360	171 038	27 473	194 972	29 184	252 895	31 253	192 537	30 442
Instruments de précision	37 008	4 249	42 470	4 225	54 267	4 586	67 275	4 688	68 534	5 079
Matériel de transport routier	155 038	142 646	192 794	82 508	182 247	96 718	170 673	92 309	201 166	107 877
Mat. de transport navigation aérien	29 128	38	27 505	43	25 489	54	14 698	33	29 495	105
Mat. de transport navigation maritime	9 521	4 306	8 709	10 508	83 230	13 355	67 395	11 666	20 143	4 528
Matériels pour voies ferrées	2 365	1 512	5 696	3 871	11 973	2 911	11 342	4 239	7 596	4 018
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	5 213 540	11 596 674	5 471 680	11 617 615	5 607 056	13 205 298	5 078 596	13 506 602	5 315 394	14 214 761
Total hors pétrole brut	4 712 929	7 413 151	4 098 581	7 527 736	4 352 062	8 689 259	4 206 756	9 430 529	4 390 211	12 267 281
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	6 463 054	11 761 716	5 705 150	11 644 110	5 530 617	13 193 680	4 985 686	13 494 161	5 233 799	14 204 278
Total hors viande et tabac(2)	4 638 676	7 401 160	4 028 867	7 517 328	4 276 771	8 677 641	4 114 107	9 418 088	4 308 616	12 256 798
Total hors (1)+(2)	4 392 627	11 337 829	4 595 480	11 398 911	4 509 962	12 965 693	4 012 431	13 266 676	4 314 108	13 943 861
Total hors biens d'équipement	2 947 710	7 791 801	3 302 855	8 122 016	3 612 489	9 447 902	3 405 227	10 104 920	3 842 169	11 997 788
Total hors pétrole et biens d'équipement	3 142 150	7 777 350	2 947 710	7 791 801	3 302 855	8 122 016	3 612 489	9 447 902	3 405 227	10 104 920

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA

(en millions fcf, tonnes, mwh)

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2013		2014		2015		2016		2017	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	53 085	231 952	51 098	208 662	55 791	206 070	53 449	195 302	75 815	317 344
<i>Agriculture, Elevage, Pêche</i>	<i>7 941</i>	<i>82 588</i>	<i>5 544</i>	<i>56 836</i>	<i>2 945</i>	<i>34 609</i>	<i>3 694</i>	<i>42 513</i>	<i>12 469</i>	<i>120 186</i>
Riz	4 482	26 172	4 009	23 872	1 692	10 619	2 405	12 877	3 100	24 106
Légumes et tubercules alimentaires	282	7 729	400	10 153	484	11 447	460	11 201	692	13 539
Pêche	1 668	1 609	106	158	344	1 012	347	1 136	393	1 235
Crustacés, mollusques	5	3	56	79	13	6	1	21	6	293
Marques fraîches	0	0	9	31	1	30	0	0	5	142
Papayes fraîches	9	364	9	311	14	469	21	554	30	950
Autres fruits et produits de l'élevage	1 495	46 711	954	22 234	396	11 026	460	16 725	8 242	79 920
<i>Dont Elevage et chasse</i>	<i>1</i>	<i>389</i>	<i>98</i>	<i>21</i>	<i>34</i>	<i>3</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>4</i>	<i>31</i>
<i>Céréales</i>	<i>1 469</i>	<i>45 356</i>	<i>731</i>	<i>20 981</i>	<i>285</i>	<i>8 890</i>	<i>349</i>	<i>12 389</i>	<i>7 964</i>	<i>71 144</i>
Agriculture Industrielle et d'Exportation	45 144	149 363	45 554	151 826	52 846	171 461	49 754	152 789	63 346	197 158
<i>Hors cacao</i>	<i>45 144</i>	<i>149 363</i>	<i>45 554</i>	<i>151 826</i>	<i>52 846</i>	<i>171 461</i>	<i>49 754</i>	<i>152 789</i>	<i>63 346</i>	<i>197 158</i>
Café vert	3	1	147	200	25	52	86	180	19	19
Cacao fèves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Noix de cajou	813	2 123	0	0	0	0	0	0	0	0
Ananas frais	2	35	39	226	64	447	112	754	72	617
Banane	5 420	46 076	5 184	42 244	5 459	40 403	5 823	49 030	8 306	62 478
Cola	429	7 116	445	7 327	611	10 239	530	8 829	520	8 610
Coton en masse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Graines d'oléagineux	119	1 154	10	95	39	404	6	166	26	74
Graines de coton	4 234	73 032	4 387	80 277	5 606	97 342	3 917	70 968	9 262	108 199
Caoutchouc	1 456	1 218	1 360	1 226	863	1 116	1 116	1 237	1 010	968
Bois en grumes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tabac	32 214	5 122	33 279	5 772	39 260	5 915	37 471	5 423	43 575	6 100
Coco	373	11 645	597	11 401	606	13 800	525	12 444	360	5 745
Autres	81	1 841	108	3 057	58	1 996	168	3 759	197	4 347
Produits miniers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pétrole brut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Or	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres perles, pierres précieuses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diamant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Phosphate	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PRODUITS TRANSFORMES	665 687	1 411 165	783 054	1 662 487	798 326	1 815 805	754 327	1 796 606	719 714	1 315 305
<i>Produits de la première transformation</i>	<i>138 646</i>	<i>309 828</i>	<i>138 456</i>	<i>310 639</i>	<i>160 441</i>	<i>325 924</i>	<i>187 096</i>	<i>347 552</i>	<i>191 619</i>	<i>315 169</i>
Cacao transformé	37	66	282	241	609	622	893	589	816	538
Café transformé	19 576	3 177	18 396	3 039	27 005	3 653	19 390	2 612	20 308	2 642
Poisson fumé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Huile de palme	55 599	142 306	48 400	132 664	54 902	143 474	80 585	153 358	64 811	110 412
Huile de coco	240	3 599	327	3 189	312	4 100	516	4 801	1 700	4 986
Amande de cajou	0	0	19	16	0	0	0	0	0	0
Bois transformé	17 131	81 090	18 295	79 152	18 581	80 276	19 254	84 469	19 114	83 735
Métaux communs	993	372	685	274	1 770	528	1 510	527	1 962	999
Ouvrages en métaux	283	308	383	313	599	428	651	562	437	379
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	14 947	38 590	17 860	50 213	16 675	43 462	17 241	50 681	20 205	56 741
Produits chimiques	7 670	16 046	6 253	12 732	7 188	15 082	10 608	13 484	22 339	16 569
Huiles essentielles et extraits végétaux	22 171	24 272	27 556	28 807	32 759	34 179	36 448	36 469	39 866	38 138
Perles, pierres gemmes	0	0	0	0	40	120	0	0	60	29
Conserves et Préparation Alimentaires	56 041	167 770	68 604	179 118	73 434	145 070	81 577	155 184	76 946	143 404
Conserves de thon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lait et produits de la laiterie	331	1 651	1 831	2 916	6 024	6 736	7 476	8 709	5 825	6 987
Sucre	6 485	13 299	8 631	17 939	97	96	11 996	22 446	2 496	4 265
Sucreriers	1 999	1 737	2 364	1 292	2 224	1 580	2 535	2 037	2 938	1 775
Jus d'ananas	627	1 437	768	1 670	567	1 355	472	1 068	809	1 840
Huile de palmitiste	922	2 052	1 302	2 347	3 039	5 658	879	1 638	1 921	2 546
Préparations alimentaires diverses	7 948	7 290	14 055	11 828	13 844	12 011	14 804	12 463	23 837	17 576
Produits de la minoterie	15 182	71 347	12 071	66 341	10 987	63 480	9 727	55 541	10 989	64 854
Préparation à base de céréales	17 538	47 294	17 370	46 346	23 408	54 111	20 644	51 242	15 499	43 522
Autres conserves et préparations	5 010	21 665	10 213	28 441	13 244	43	13 044	40	12 632	39
<i>Dont: Conserves d'ananas</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Produits manufacturés	471 000	933 567	575 993	1 172 729	564 451	1 344 811	485 653	1 293 870	451 149	856 732
<i>Electricité (twh)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>52 243</i>	<i>0</i>	<i>50 193</i>	<i>0</i>	<i>70 452</i>	<i>0</i>
Produits pétroliers	315 639	593 145	402 751	720 409	345 446	1 089 580	283 010	1 071 247	216 095	615 065
Savon	30 420	79 376	30 171	74 304	32 333	82 372	37 542	88 195	39 391	99 759
Ciment	7 213	100 374	13 574	191 751	2 279	32 029	716	12 251	671	10 956
Tissus en coton	10 911	1 537	12 872	2 087	13 148	1 223	8 880	935	8 535	872
Textiles et chaussures	16 669	22 330	18 965	22 391	19 110	24 436	20 501	25 123	20 260	23 937
Plastiques	36 752	39 089	35 044	36 922	41 875	42 690	42 119	46 808	46 442	48 513
Engrais	15 061	63 569	16 242	72 064	12 952	53 658	8 341	33 364	7 823	35 078
Papiers, cartons et produits de l'édition	8 806	7 037	10 638	9 415	13 282	11 558	12 188	11 527	16 667	15 444
Céramiques, verre et perles	82	109	464	1 022	134	269	58	152	245	1 206
Matériels pour voies ferrées	1 474	544	844	85	241	85	139	105	82	137
Véhicules automobiles	8 502	2 601	9 464	2 397	7 948	4 204	1 876	1 528	2 411	1 298
Appareils mécaniques et électriques	10 187	2 439	11 976	2 585	10 585	2 570	9 401	2 589	10 477	4 416
Appareils de navigation maritime et aérien	0	0	1 960	5 088	60	55	13	0	22	1
Appareils de précision et d'optique	726	63	49	13	186	31	147	4	92	5
Divers	8 558	21 355	10 979	32 197	12 630	52	10 531	42	11 485	43
TOTAL EXPORTATION	718 771	1 643 117	834 152	1 871 148	854 117	2 021 875	807 775	1 991 908	795 529	1 632 649
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	718 771	1 643 117	834 152	1 871 148	854 117	2 021 875	807 775	1 991 908	795 529	1 632 649
<i>Hors cacao</i>	<i>718 771</i>	<i>1 643 117</i>	<i>834 152</i>	<i>1 871 148</i>	<i>854 117</i>	<i>2 021 875</i>	<i>807 775</i>	<i>1 991 908</i>	<i>795 529</i>	<i>1 632 649</i>
Hors produits traditionnels	718 769	1 643 116	834 005	1 870 948	854 092	2 021 823	807 689	1 991 728	795 509	1 632 629
Hors produits pétroliers	718 769	1 643 116	834 005	1 870 948	854 092	2 021 823	807 689	1 991 728	795 509	1 632 629
Hors pétrole et produits pétroliers	403 132	1 049 972	431 401	1 150 739	508 671	932 294	524 765	920 661	579 434	1 017 583
Hors pétrole et café/cacao	403 132	1 049 972	431 401	1 150 739	508 671	932 294	524 765	920 661	579 434	1 017 583
Hors produits pétroliers et café/cacao	718 769	1 643 116	834 005	1 870 948	854 092	2 021 823	807 689	1 991 728	795 509	1 632 629
Hors pétrole, produits pétroliers et café/cacao	403 129	1 049 971	431 255	1 150 539	508 646	932 242	524 679	920 481	579 415	1 017 564

Source : DGID, BCEAO

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA

(en millions f.cfa, tonnes, mwh)

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2013		2014		2015		2016		2017	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	80 063	301 768	78 473	309 760	90 153	341 023	110 523	407 939	109 902	415 228
PRODUITS ALIMENTAIRES	47 690	220 148	43 347	229 941	70 888	292 145	73 013	329 125	80 514	354 967
Produits laitiers	425	730	523	1 191	411	699	264	265	156	233
Fruits et légumes frais	1 702	55 977	3 784	67 673	4 584	74 702	5 595	106 450	5 191	100 286
Dont: Noix de cola	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Viandes et abats comestibles	0	0	1	13	1	1	1	0	3	12
Viande, poissons en conserves	51	124	26	61	4	6	24	50	17	0
Poissons	29 762	45 450	27 016	40 439	48 545	81 562	57 146	99 876	62 473	110 051
Riz semi-blanchi	0	0	0	0	13	120	20	98	0	0
Blé tendre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres céréales	434	16 204	385	15 748	820	20 893	560	22 528	481	17 798
Farine	12	58	28	217	1	7	77	105	21	57
Graisses et huiles végétales ou animales	4 036	11 829	1 674	3 632	291	660	168	258	355	670
Sucre	163	451	128	270	244	601	168	486	262	564
Préparations alimentaires diverses	4 920	4 150	3 010	2 674	3 309	3 197	2 170	2 434	4 094	21 472
Boissons	364	1 549	507	1 862	385	633	699	1 632	1 552	6 407
Autres produits alimentaires	5 821	83 625	6 264	96 163	6 904	107 104	6 121	94 940	5 910	97 417
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	32 373	81 621	35 126	79 818	22 151	49 369	50 262	79 735	29 260	60 121
Vêtements	104	176	138	86	323	165	476	146	255	143
Produits pétroliers	17 802	37 817	20 934	44 975	7 717	19 592	11 587	43 064	9 398	29 329
Produits pharmaceutiques	2 026	194	1 833	288	1 731	220	2 102	169	1 461	312
Librairie	141	36	137	69	83	36	111	47	122	71
Plastiques	1 245	3 251	1 024	1 413	1 489	1 090	2 532	2 388	1 267	1 237
Caoutchouc	600	13 835	609	12 516	593	17 734	470	11 945	762	11 557
Automobiles	25	30	1	1	21	9	356	228	1 152	773
Appareil électroménagers	948	2 221	859	1 694	361	488	321	268	660	257
Produits divers des industries chimiques	227	181	594	570	349	521	252	192	43	73
Minerais, scories et cendres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres biens de consommation	4 880	23 575	5 162	17 875	4 200	8 959	6 551	19 448	2 922	15 456
BIENS INTERMEDIAIRES	9 260	24 660	8 524	16 813	9 117	31 526	7 680	11 537	8 301	26 225
Pétrole brut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits chimiques	50	473	99	540	98	909	25	144	43	73
Coton	5 256	3 019	5 551	3 091	4 882	2 518	5 651	2 474	5 601	2 189
Autres fibres textiles	190	208	1 076	946	1 150	968	617	916	1 011	15 524
Fer, fonte et acier	354	662	379	566	602	935	272	392	281	489
Produits métalliques	66	72	242	234	144	48	126	61	251	119
Céramique, verre, pierre	44	106	14	43	33	42	55	124	23	165
Engrais	1 989	6 051	43	245	802	4 001	44	125	4	28
Clinker	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres matériaux de construction	869	13 493	653	10 714	1 071	21 814	135	6 768	176	6 985
Papiers et cartons	225	391	201	159	96	44	294	145	393	183
Huiles essentielles et extraits végétaux	217	186	266	275	238	247	459	389	517	490
dont Huiles essentielles	202	166	259	243	211	192	417	327	423	382
BIENS D'EQUIPEMENT	9 339	9 174	5 222	3 599	2 851	1 500	3 946	3 895	5 003	5 818
<i>Hors autre Matériel de transport</i>	2 967	1 814	3 324	1 594	2 213	1 043	2 843	1 397	2 937	1 687
Équipement incompressible	2 919	1 812	3 319	1 594	2 171	1 041	2 834	1 395	2 928	1 686
Dont Machines mécaniques	2 250	933	2 516	765	1 706	543	1 981	960	1 228	979
Machines automatiques	49	2	5	0	42	2	9	2	9	1
Machine électrique	635	870	757	819	457	488	800	431	1 573	691
Instrument de précision	34	10	46	10	8	9	53	5	127	16
Matériel de transport routier	6 362	7 349	1 602	1 913	630	446	1 090	2 494	2 035	4 103
dont autres véhicules marchands	504	298	210	239	0	0	0	0	0	0
Mat. de transport navigation aérien	0	0	0	0	0	0	12	1	0	0
Mat. de transport navigation maritime	3	0	267	39	0	0	1	2	0	0
Matériels pour voies ferrées	6	11	29	54	8	11	1	2	31	29
TOTAL IMPORTATION	98 661	335 603	92 218	330 172	99 219	372 580	122 149	423 371	123 206	447 271
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	98 661	335 603	92 218	330 172	99 219	372 580	122 149	423 371	123 206	447 271
Total hors pétrole brut	98 661	335 603	92 218	330 172	99 219	372 580	122 148	423 371	123 206	447 271
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	80 859	297 786	71 285	285 197	91 502	352 988	110 562	380 307	113 808	417 942
Total hors viande et tabac(2)	94 238	335 174	88 357	329 780	94 342	372 021	109 372	422 400	111 973	446 359
Total hors (1)+(2)	76 435	297 357	67 423	284 805	86 625	352 429	97 785	379 336	102 575	417 029
Total hors biens d'équipement	89 323	326 428	86 997	326 573	96 368	371 079	118 203	419 476	118 204	441 453
Total hors pétrole et biens d'équipement	89 323	326 428	86 997	326 573	96 368	371 079	118 202	419 476	118 204	441 453

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2017 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		5 928,8	7 906,0	32,3	31 899,1	21 983,2	935,4	8 676,1	77 360,9
	Burkina	840,3		14 170,5	1,9	17 326,9	11 444,3	7 065,3	13 543,6	64 392,8
	Côte d'Ivoire	35 584,9	315 525,8		654,9	274 355,2	44 381,2	78 771,1	66 736,4	816 009,6
	Guinée-Bissau			0,0		3,5		59,7	0,0	63,2
	Mali	2 198,7	57 979,1	54 497,5	78,9		5 185,0	50 494,6	1 276,6	171 710,3
	Niger	8 800,3	27 851,4	3 485,1	70,1	59 422,2		60,7	3 946,7	103 636,4
	Sénégal	11 125,0	34 601,8	84 632,2	36 056,4	334 120,4	10 647,0		14 625,4	525 808,1
	Togo	148 900,5	108 834,9	40 205,5	41,1	38 646,2	47 800,9	8 503,6		392 932,7
	UEMOA	207 449,5	550 721,8	204 896,8	36 935,5	755 773,4	141 441,6	145 890,4	108 804,9	2 151 914,0

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2017
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	1 918,4	3 793,8	279,0	115,5	30 256,3	41,7	8 732,7	45 137,5
	Burkina	632,1	0,0	1 938,2	0,0	326,4	368,6	61,6	4 986,7	8 313,5
	Côte d'Ivoire	1 231,8	473,1	0,0	84,8	2 272,6	0,0	895,3	474,4	5 432,0
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	231,0	0,0	3 251,2	0,0	3 482,2
	Mali	8 742,6	701,8	1 264,4	76,2	0,0	9 820,9	48 258,1	8 668,9	77 532,8
	Niger	9 920,4	1 491,7	548,6	0,0	14 296,6	0,0	329,8	8 218,1	34 805,3
	Sénégal	891,3	241,0	556,9	5 985,0	0,0	3 559,5	0,0	0,0	11 233,7
	Togo	0,0	0,0	2 460,5	6,5	0,0	0,0	218,1	0,0	2 685,1
	UEMOA	21 418,2	4 826,0	10 562,4	6 431,5	17 242,2	44 005,3	53 055,8	31 080,8	188 622,2

Annexe 2.14 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2017
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		7 847,2	11 699,9	311,3	32 014,6	52 239,6	977,1	17 408,8	122 498,4
	Burkina	1 472,4		16 108,6	1,9	17 653,3	11 812,9	7 126,9	18 530,3	72 706,4
	Côte d'Ivoire	36 816,6	315 998,9		739,7	276 627,8	44 381,2	79 666,5	67 210,8	821 441,6
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		234,5	0,0	3 310,9	0,0	3 545,4
	Mali	10 941,3	58 680,9	55 761,8	155,1		15 005,9	98 752,7	9 945,5	249 243,1
	Niger	18 720,7	29 343,1	4 033,7	70,1	73 718,8		390,5	12 164,9	138 441,7
	Sénégal	12 016,3	34 842,8	85 189,1	42 041,4	334 120,4	14 206,5		14 625,4	537 041,8
	Togo	148 900,5	108 834,9	42 666,0	47,6	38 646,2	47 800,9	8 721,7		395 617,8
	UEMOA	228 867,8	555 547,8	215 459,1	43 367,1	773 015,6	185 446,9	198 946,2	139 885,7	2 340 536,1

Annexe 2.15 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2017
(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 052,7	1 624,3	155,1	1 039,4	2 331,0	3 523,6	6 937,1	19 663,1
	Burkina	16 451,7		958,8	99,3	3 426,1	4 777,7	4 259,6	10 362,5	40 335,6
	Côte d'Ivoire	13 693,8	13 965,1		86,4	5 949,0	2 214,2	5 606,9	7 613,7	49 129,1
	Guinée-Bissau	62,0	144,0	147,4		3,4	16,6	3 967,0	45,5	4 385,8
	Mali	3 699,4	10 866,1	5 102,4	918,3		3 455,6	5 262,1	2 635,3	31 939,3
	Niger	5 640,5	2 294,6	2 889,8	25,0	1 572,5		5 324,5	4 602,3	22 349,1
	Sénégal	2 572,0	8 830,0	2 143,3	1 428,9	3 572,2	1 576,0		716,9	20 839,3
	Togo	17 975,3	1 655,6	1 343,3	104,6	1 292,5	1 174,3	5 597,2		29 142,7
	UEMOA	60 094,7	41 808,1	14 209,3	2 817,5	16 855,0	15 545,4	33 540,8	32 913,3	217 784,1

Annexe 2.16 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2017
(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 794,9	6 078,0	9,2	4 029,0	1 014,9	3 908,0	3 385,9	22 220,0
	Burkina	3 694,0		11 732,1	24,2	19 776,3	2 066,2	7 159,4	5 786,0	50 238,2
	Côte d'Ivoire	10 408,5	14 286,3		65,3	66 563,3	8 742,6	20 722,5	15 050,8	135 839,4
	Guinée-Bissau	310,0	48,4	118,5		2 360,9	348,8	7 022,0	257,3	10 465,9
	Mali	2 433,5	6 610,9	4 545,7	50,5		5 544,7	24 559,9	6 016,4	49 761,6
	Niger	1 068,0	1 460,2	5 040,1	96,8	8 853,0		3 819,8	7 457,8	27 795,7
	Sénégal	3 102,1	3 656,7	6 484,7	3 469,2	22 825,3	6 454,5		3 352,4	49 345,0
	Togo	2 951,4	3 402,7	6 129,7	7,9	5 319,6	4 869,3	3 495,2		26 304,7
	UEMOA	23 967,5	33 260,1	40 128,7	3 723,3	129 727,6	29 041,1	70 686,8	41 306,6	371 841,6

Annexe 2.17 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation détaillée)
(en millions FCFA)

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1	100000 1 B N N E	Compte des transactions courantes	7 919 953,8	8 529 116,0	-609 162,2
1.A	011000 1 B N N E	-- Biens et services	7 464 825,6	6 880 153,9	584 671,7
1.A.a	110000 1 B N N E	---- Biens	6 899 620,3	4 940 309,6	1 959 310,7
1.A.a.1	111000 1 B N N E	----- Marchandises générales, base balance des paiements	6 408 914,8	4 940 309,6	1 468 605,2
1.A.a.1.1	11100z 1 B N N E	----- Dont : Réexportations	8 480,3	0,0	8 480,3
1.A.a.2	112000 1 B N N E	----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	774,1	0,0	774,1
1.A.a.2.1	112100 1 B N N E	----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-1 172,2	0,0	-1 172,2
1.A.a.2.2	112200 1 B N N E	----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	1 946,3	0,0	1 946,3
1.A.a.3	113000 1 B N N E	----- Or non monétaire	489 931,4	0,0	489 931,4
1.A.b	120000 1 B N N E	---- Services	565 205,4	1 939 844,4	-1 374 639,0
1.A.b.1	121000 1 B N N E	----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	22 554,1	87 346,7	-64 792,6
1.A.b.1.1	121100 1 B N N E	----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR), Biens reçus pour transformation (DR.)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	121200 1 B N N E	----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR), Biens reçus après transformation (DR.)	22 554,1	87 346,7	-64 792,6
1.A.b.2	122000 1 B N N E	----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	18 154,2	11 327,4	6 826,8
1.A.b.3	123000 1 B N N E	----- Transport	132 540,3	887 669,9	-755 129,5
1.A.b.3.0	123100 1 B N N E	----- Pour tous les modes de transports	132 540,3	887 646,7	-755 106,3
1.A.b.3.0.1	123100 1 B N N E	----- Voyageurs	65 150,7	103 065,5	-37 914,7
1.A.b.3.0.1.1	123110 1 B N N E	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.0.2	12311z 1 B N N E	----- Fret	56 358,2	777 271,9	-720 913,7
1.A.b.3.0.3	123120 1 B N N E	----- Autres	11 031,4	7 309,3	3 722,1
1.A.b.3.1	123130 1 B N N E	----- Transports maritimes	3 027,5	711 981,0	-708 953,5
1.A.b.3.1.1	123200 1 B N N E	----- Voyageurs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.1.1	123210 1 B N N E	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	12321z 1 B N N E	----- Fret	0,0	711 981,0	-711 981,0
1.A.b.3.1.3	123220 1 B N N E	----- Autres	3 027,5	0,0	3 027,5
1.A.b.3.2	123230 1 B N N E	----- Transports aériens	72 578,7	143 918,4	-71 339,6
1.A.b.3.2.1	123300 1 B N N E	----- Voyageurs	64 479,3	100 854,5	-36 375,2
1.A.b.3.2.1.1	123310 1 B N N E	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	12331z 1 B N N E	----- Fret	95,6	35 754,5	-35 658,9
1.A.b.3.2.3	123320 1 B N N E	----- Autres	8 003,9	7 309,3	694,5
1.A.b.3.3	123330 1 B N N E	----- Autres modes de transport	56 934,1	31 747,3	25 186,8
1.A.b.3.3.1	123400 1 B N N E	----- Voyageurs	671,4	2 210,9	-1 539,5
1.A.b.3.3.1.1	123410 1 B N N E	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3.2	12341z 1 B N N E	----- Fret	56 262,6	29 536,3	26 726,3
1.A.b.3.3.3	123420 1 B N N E	----- Autres	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.4	123430 1 B N N E	----- Services postaux et services de messagerie	0,0	23,2	-23,2
1.A.b.4	124000 1 B N N E	---- Voyages	230 574,7	224 428,0	6 146,7
1.A.b.4.1	124100 1 B N N E	----- À titre professionnel	134 270,5	35 106,1	99 164,4
1.A.b.4.1.1	124110 1 B N N E	----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	124120 1 B N N E	----- Autres	134 270,5	35 106,1	99 164,4
1.A.b.4.2	124200 1 B N N E	----- À titre personnel	96 304,2	189 321,9	-93 017,7
1.A.b.4.2.1	124210 1 B N N E	----- Santé	42,3	832,6	-790,3
1.A.b.4.2.2	124220 1 B N N E	----- Éducation	737,8	34 812,8	-34 075,0
1.A.b.4.2.3	124230 1 B N N E	----- Autres	95 524,1	153 676,5	-58 152,4
1.A.b.4.0	124000 1 B N N E	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	10 827,3	0,0	10 827,3
1.A.b.4.0.1	124011 1 B N N E	----- Biens	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	124021 1 B N N E	----- Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	124031 1 B N N E	----- Services d'hébergement	10 827,3	0,0	10 827,3
1.A.b.4.0.4	124041 1 B N N E	----- Services de restauration	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	124051 1 B N N E	----- Autres services	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.1	124251 1 B N N E	----- Services de santé	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	124511 1 B N N E	----- Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	125000 1 B N N E	----- Travaux de construction	52,0	179 875,5	-179 823,5
1.A.b.5.1	125100 1 B N N E	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	52,0	0,0	52,0
1.A.b.5.2	125200 1 B N N E	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	179 875,5	-179 875,5
1.A.b.6	126000 1 B N N E	----- Services d'assurance et de retraite	2 283,4	61 803,3	-59 520,0
1.A.b.6.1	126100 1 B N N E	----- Assurance directe	77,0	43 270,6	-43 193,6
1.A.b.6.2	126200 1 B N N E	----- Réassurance	2 184,9	9 969,9	-7 785,1
1.A.b.6.3	126300 1 B N N E	----- Services auxiliaires d'assurance	21,5	8 091,1	-8 069,6
1.A.b.6.4	126400 1 B N N E	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	471,7	-471,7
1.A.b.7	127000 1 B N N E	----- Services financiers	4 445,0	20 399,7	-15 954,7
1.A.b.7.1	127100 1 B N N E	----- Services financiers explicitement facturés et autres	4 445,0	20 399,7	-15 954,7
1.A.b.7.2	127200 1 B N N E	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8	128000 1 B N N E	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	1 794,9	-1 794,9
1.A.b.9	129000 1 B N N E	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	82 377,6	133 893,0	-51 515,4
1.A.b.9.1	129100 1 B N N E	----- Services de télécommunications	75 280,4	99 716,5	-24 436,0
1.A.b.9.2	129200 1 B N N E	----- Services d'informatique	7 049,2	25 452,3	-18 403,1
1.A.b.9.3	129300 1 B N N E	----- Services d'information	48,0	8 724,3	-8 676,3
1.A.b.10	12A000 1 B N N E	----- Autres services aux entreprises	11 272,0	241 145,8	-229 873,7
1.A.b.10.1	12A100 1 B N N E	----- Services de recherche-développement	0,0	4 195,0	-4 195,0
1.A.b.10.2	12A200 1 B N N E	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	9 651,9	49 177,7	-39 525,9
1.A.b.10.3	12A300 1 B N N E	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1 620,2	187 773,0	-186 152,9
1.A.b.11	12B000 1 B N N E	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1 817,6	1 247,0	570,6
1.A.b.11.1	12B100 1 B N N E	----- Services audio-visuels et connexes	1 546,3	1 247,0	299,3
1.A.b.11.2	12B200 1 B N N E	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	271,3	0,0	271,3
1.A.b.12	12C000 1 B N N E	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	59 134,4	88 913,2	-29 778,8

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1.B	130000 1 B N AL E	-- Revenu primaire	172 509,2	1 066 220,2	-893 711,0
1.B.1	131000 1 B N AL E	---- Rémunération des salariés	74 079,4	32 489,0	41 590,4
1.B.2	300000 3 B N AL E	---- Revenus des investissements	88 121,5	1 032 913,8	-944 792,3
1.B.2.1	310000 3 B N AL E	----- Investissements directs	61 227,9	721 004,1	-659 776,2
1.B.2.1.1	310000 3E B N AL E	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	57 189,0	644 869,6	-587 680,6
1.B.2.1.1.1	310000 3D B N AL E	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	55 328,1	437 065,1	-381 737,0
1.B.2.1.1.1.1	311110 3D B N AL E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	17 126,2	383 923,0	-366 796,8
1.B.2.1.1.1.2	311120 3D B N AL E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	37 925,0	7 364,0	30 561,0
1.B.2.1.1.1.3	311130 3D B N AL E	----- Entre entreprises soeurs	276,9	45 778,1	-45 501,2
1.B.2.1.1.1.3.1	311131 3D B N AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	311132 3D B N AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	311133 3D B N AL E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	310000 3R B N AL E	----- Bénéfices réinvestis	1 860,9	207 804,6	-205 943,6
1.B.2.1.2.1	310000 3T B N AL E	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.1.1	31100z 3 B N AL E	----- Dont : Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	310000 3I B N AL E	----- Intérêts	4 038,8	76 134,4	-72 095,6
1.B.2.1.2.1	312100 3I B N AL E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 541,8	73 212,8	-71 671,0
1.B.2.1.2.2	312200 3I B N AL E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	949,0	-949,0
1.B.2.1.2.3	312300 3I B N AL E	----- Entre entreprises soeurs	2 497,0	1 972,6	524,4
1.B.2.1.2.3.1	312310 3I B N AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	312320 3I B N AL E	----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	312330 3I B N AL E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M	310000 3F B N AL E	----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2	320000 3 B N AL E	----- Investissements de portefeuille	20 017,7	200 704,7	-180 687,0
1.B.2.2.1	320000 3E B N AL E	----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 860,5	42 656,1	-40 795,7
1.B.2.2.1.1	321100 3D B N AL E	----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	1 836,8	42 656,1	-40 819,3
1.B.2.2.1.2	321200 3P B N AL E	----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	23,6	0,0	23,6
1.B.2.2.1.2.1	321200 3D B N AL E	----- Dividendes	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2.2	321200 3R B N AL E	----- Bénéfices réinvestis	23,6	0,0	23,6
1.B.2.2.2	320000 3I B N AL E	----- Intérêts	18 157,2	158 048,6	-139 891,4
1.B.2.2.2.1	320000 3I B N ST E	----- A court terme	6 948,2	662,0	6 286,2
1.B.2.2.2.2	320000 3I B N LT E	----- A long terme	11 209,0	157 386,6	-146 177,6
1.B.2.3	340000 3 B N AL E	----- Autres investissements	6 875,9	111 205,0	-104 329,1
1.B.2.3.1	340000 3D B N AL E	----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	340000 3I B N AL E	----- Intérêts	6 875,9	111 205,0	-104 329,1
1.B.2.3.2M	340000 3F B N AL E	----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.3	340000 3P B N AL E	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4	350000 3 B N AL E	----- Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	350000 3E B N AL E	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	350000 3I B N AL E	----- Intérêts	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	350000 3F B N AL E	----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFM)	0,0	0,0	0,0
1.B.3	132000 1 B N AL E	---- Autre revenu primaire	10 308,4	817,4	9 491,0
1.B.3.1	132100 1 B N AL E	----- Taxes sur la production et importations	10 308,4	817,4	9 491,0
1.B.3.2	132200 1 B N AL E	----- Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
1.B.3.3	132300 1 B N AL E	----- Loyers	0,0	0,0	0,0
1.C	140000 2 B AL AL E	-- Revenu secondaire	282 619,0	582 741,9	-300 122,9
1.C.1	140000 2 B GG AL E	--- Administrations publiques	150 890,0	62 286,5	88 603,5
1.C.1.1	141000 2 B GG AL E	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
1.C.1.1.1	14100z 2 B GG AL E	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	142000 2 B GG AL E	----- Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2.1	14200z 2 B GG AL E	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	143000 2 B GG AL E	----- Prestations Sociales (Débit)	0,0	3 449,1	-3 449,1
1.C.1.4	144000 2 B GG AL E	----- Coopération internationale courante	150 890,0	58 837,3	92 052,7
1.C.1.5	145000 2 B GG AL E	----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.5.1	14500z 2 B GG AL E	----- Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.2	140000 2 B OS AL E	--- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	131 729,0	520 455,4	-388 726,4
1.C.2.1	146000 2 B OS AL E	----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	104 556,9	459 487,5	-354 930,6
1.C.2.1.1	14600z 2 B OS AL E	----- Envois de fonds des travailleurs	104 556,9	459 487,5	-354 930,6
1.C.2.2	147000 2 B OS AL E	----- Autres transferts courants	27 172,2	60 967,9	-33 795,8
1.C.2.0.1	141000 2 B OS AL E	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	504,3	0,0	504,3
1.C.2.0.2	142000 2 B OS AL E	----- Cotisations sociales	197,3	11 837,0	-11 639,7
1.C.2.0.3	143000 2 B OS AL E	----- Prestations sociales	5 633,2	11 398,6	-5 765,4
1.C.2.0.4	148000 2 B OS AL E	----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	16 671,3	30 354,8	-13 683,5
1.C.2.0.5	149000 2 B OS AL E	----- Indemnités d'assurance dommage	2 184,8	7 186,5	-5 001,8
1.C.2.0.6	144000 2 B OS AL E	----- Coopération internationale courante	666,2	191,1	475,1
1.C.2.0.7	145000 2 B OS AL E	----- Transferts courants divers	1 315,1	0,0	1 315,1
1.C.2.0.7.1	14500z 2 B OS AL E	----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.3	14A000 2 B OS AL E	--- Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
2	200000 2 B AL AL E	Compte de capital	115 834,0	4 002,4	111 831,6
2.1	210000 2 B AL AL E	-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	48,0	77,4	-29,4
2.2	220000 2 B AL AL E	-- Transferts de capital	115 786,0	3 925,0	111 861,0
2.2.1	220000 2 B GG AL E	---- Administration publique	115 236,0	0,0	115 236,0
2.2.1.1	221000 2 B GG AL E	----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.1.2	222000 2 B GG AL E	----- Autres transferts de capital	115 236,0	0,0	115 236,0
2.2.1.2.1	22200z 2 B GG AL E	----- dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
2.2.2	220000 2 B OS AL E	---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	550,0	3 925,0	-3 375,0
2.2.2.1	221000 2 B OS AL E	----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	222000 2 B OS AL E	----- Autres transferts de capital	550,0	3 925,0	-3 375,0
2.2.2.2.1	22200z 2 B OS AL E	----- dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1	22000z 2 B OS AL E	----- dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
4	019000 B B AL AL E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	8 035 787,9	8 533 118,4	-497 330,6

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3	300000 4 N AL AL E	Compte financier	1 773 697,0	2 273 955,3	-500 258,3
5	300000 4 N AL AL E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	1 773 697,0	2 273 955,3	-500 258,3
3.1	310000 4 N AL AL E	-- Investissement direct	392 542,0	566 149,0	-173 607,1
3.1.1	311000 4 N AL AL E	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	331 860,3	374 018,3	-42 158,0
3.1.1.1	311100 4 N AL AL E	----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	329 999,4	166 213,7	163 785,6
3.1.1.1.1	311110 4 N AL AL E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	282 104,4	166 241,5	115 862,9
3.1.1.1.2	311120 4 N AL AL E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	-21,8	21,8
3.1.1.1.3	311130 4 N AL AL E	----- Entre entreprises soeurs	47 895,0	-6,0	47 901,0
3.1.1.1.3.1	311131 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	311132 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	311133 4 N AL AL E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	311000 4R N AL AL E	----- Réinvestissement des bénéfices	1 860,9	207 804,6	-205 943,6
3.1.1.0.1	31100z 4 N AL AL E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	3110zz 4 N AL AL E	----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.1.2	312000 4 N AL AL E	---- Instruments de dette	60 681,7	192 130,8	-131 449,1
3.1.2.1	312100 4 N AL AL E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	3 497,0	31 500,0	-28 003,0
3.1.2.2	312200 4 N AL AL E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-11 036,4	1 250,9	-12 287,3
3.1.2.3	312300 4 N AL AL E	----- Entre entreprises soeurs	68 221,1	159 379,9	-91 158,8
3.1.2.3.1	312310 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	312320 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	312330 4 N AL AL E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	31200z 4 N AL AL E	----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	31201z 4 N AL AL E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	31202z 4 N AL AL E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	31203z 4 N AL AL E	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	31213z 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	31223z 4 N AL AL E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	31233z 4 N AL AL E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.2	320000 4 N AL AL E	-- Investissements de portefeuille	29 180,6	812 748,1	-783 567,5
3.2.1	321000 4 N AL AL E	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	9 950,1	13 963,4	-4 013,3
3.2.1.1	321000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	321000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	321000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4	321000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	9 950,1	13 963,4	-4 013,3
3.2.1.4.1	321000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	10 086,1	444,0	9 642,1
3.2.1.4.2	321000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-136,0	13 519,4	-13 655,4
3.2.1.0.1	321100 4 N AL AL E	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	321110 4 N AL AL E	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	321120 4 N AL AL E	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	321200 4 N AL AL E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	321200 4R N AL AL E	----- Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	32120z 4 N AL AL E	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.2.2	322000 4 N AL AL E	---- Titres de créance	19 230,5	798 784,71	-779 554,21
3.2.2.1	322000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	322000 4 N CB ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	322000 4 N CB LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	322000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1.1	322000 4 N MA ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1.2	322000 4 N MA LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	322000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2.1	322000 4 N DT ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2.2	322000 4 N DT LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.3	322000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	795 476,8	-795 476,8
3.2.2.3.1	322000 4 N GG ST E	----- À court terme	0,0	-129 019,0	129 019,0
3.2.2.3.2	322000 4 N GG LT E	----- À long terme	0,0	924 495,9	-924 495,9
3.2.2.4	322000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	19 230,5	3 307,9	15 922,6
3.2.2.4.0.1	322000 4 N OS ST E	----- À court terme	439,5	1 173,5	-734,0
3.2.2.4.0.2	322000 4 N OS LT E	----- À long terme	18 791,0	2 134,4	16 656,6
3.2.2.4.1	322000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	18 604,9	0,0	18 604,9
3.2.2.4.1.1	322000 4 N FC ST E	----- À court terme	-186,1	0,0	-186,1
3.2.2.4.1.2	322000 4 N FC LT E	----- À long terme	18 791,0	0,0	18 791,0
3.2.2.4.2	322000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	625,6	3 307,9	-2 682,3
3.2.2.4.2.1	322000 4 N NC ST E	----- À court terme	625,6	1 173,5	-547,9
3.2.2.4.2.2	322000 4 N NC LT E	----- À long terme	0,0	2 134,4	-2 134,4

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.3	330000 4 N AL AL E	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-2 953,0	0,0	-2 953,0
3.3.1	330000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	330000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2	330000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3	330000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4	330000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	-2 953,0	0,0	-2 953,0
3.3.4.1	330000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	-2 953,0	0,0	-2 953,0
3.3.4.2	330000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	331000 4 N AL AL E	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	-2 953,0	0,0	-2 953,0
3.3.0.1.1	331100 4 N AL AL E	----- Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	331200 4 N AL AL E	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	332000 4 N AL AL E	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4	340000 4 N AL AL E	-- Autres investissements	1 138 458,1	895 058,2	243 399,9
3.4.1	341000 4 N AL AL E	----- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
3.4.2	342000 4 N AL AL E	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	427 503,6	173 966,2	253 537,4
3.4.2.1	342000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	-4 518,8	4 518,8
3.4.2.1.1	342000 4 N CB ST E	----- À court terme	0,0	-4 518,8	4 518,8
3.4.2.1.2	342000 4 N CB LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	342000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	342000 4 N MA ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	342000 4 N MA LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	342000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	36 321,0	178 485,0	-142 164,0
3.4.2.2.0.1	34200z 4 N DT AL E	----- Dont positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	342000 4 N DT ST E	----- À court terme	36 321,0	178 485,0	-142 164,0
3.4.2.2.2	342000 4 N DT LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3	342000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.1	342000 4 N GG ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.2	342000 4 N GG LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	342000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	391 182,6	0,0	391 182,6
3.4.2.4.0.1	342000 4 N OS ST E	----- À court terme	148 627,2	0,0	148 627,2
3.4.2.4.0.2	342000 4 N OS LT E	----- À long terme	242 555,4	0,0	242 555,4
3.4.2.4.1	342000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	47 718,8	0,0	47 718,8
3.4.2.4.1.1	342000 4 N FC ST E	----- À court terme	47 718,8	0,0	47 718,8
3.4.2.4.1.2	342000 4 N FC LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.2	342000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	343 463,8	0,0	343 463,8
3.4.2.4.2.1	342000 4 N NC ST E	----- À court terme	100 908,5	0,0	100 908,5
3.4.2.4.2.2	342000 4 N NC LT E	----- À long terme	242 555,4	0,0	242 555,4
3.4.3	343000 4 N AL AL E	---- Prêts	220 500,5	446 667,2	-226 166,7
3.4.3.1	343000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	-17 298,9	17 298,9
3.4.3.1.1	34300z 4 N CB AL E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-17 298,9	17 298,9
3.4.3.1.2	343000 4 N CB ST E	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	343000 4 N CB LT E	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	343000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	34300z 4 N MA AL E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	343000 4 N MA ST E	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	343000 4 N MA LT E	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	343000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	208 042,0	200 768,0	7 274,0
3.4.3.2.1	343000 4 N DT ST E	----- À court terme	206 141,0	-246 928,0	453 069,0
3.4.3.2.2	343000 4 N DT LT E	----- À long terme	1 901,0	447 696,0	-445 795,0
3.4.3.3	343000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	324 017,5	-324 017,5
3.4.3.3.1	34300z 4 N GG AL E	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	343000 4 N GG ST E	----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	343000 4 N GG LT E	----- Autres à long terme	0,0	324 017,5	-324 017,5
3.4.3.4	343000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	12 458,5	-60 819,4	73 277,9
3.4.3.4.0.1	343000 4 N OS ST E	----- À court terme	309,5	4 911,6	-4 602,1
3.4.3.4.0.2	343000 4 N OS LT E	----- À long terme	12 149,0	-65 731,0	77 880,0
3.4.3.4.1	343000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	-8,3	42 047,0	-42 055,3
3.4.3.4.1.1	343000 4 N FC ST E	----- À court terme	-3,5	12 923,0	-12 926,5
3.4.3.4.1.2	343000 4 N FC LT E	----- À long terme	-4,8	29 124,0	-29 128,8
3.4.3.4.2	343000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	12 466,8	-102 866,4	115 333,2
3.4.3.4.2.1	343000 4 N NC ST E	----- À court terme	313,0	-8 011,4	8 324,4
3.4.3.4.2.2	343000 4 N NC LT E	----- À long terme	12 153,8	-94 855,0	107 008,8
3.4.4	344000 4 N AL AL E	---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	-279,0	0,0	-279,0
3.4.4.1	344000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	344000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	344000 4 N DT AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	344000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	344000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	-279,0	0,0	-279,0
3.4.4.4.1	344000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	-279,0	0,0	-279,0
3.4.4.4.2	344000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	344100 4 N AL AL E	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	344200 4 N AL AL E	----- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	344300 4 N AL AL E	----- Droits à pension	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	344400 4 N AL AL E	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	344500 4 N AL AL E	----- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	344600 4 N AL AL E	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.4.5	345000 4 N AL AL E	---- Crédits commerciaux et avances	497 277,9	142 456,9	354 821,0
3.4.5.1	345000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	345000 4 N CB ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	345000 4 N CB LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	345000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	345000 4 N MA ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	345000 4 N MA LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	345000 4 N DT AL E	----- Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	345000 4 N DT ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	345000 4 N DT LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	345000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	345000 4 N GG ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	345000 4 N GG LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	345000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	497 277,9	142 456,9	354 821,0
3.4.5.4.0.1	345000 4 N OS ST E	----- À court terme	497 326,8	138 409,4	358 917,5
3.4.5.4.0.2	345000 4 N OS LT E	----- À long terme	-49,0	4 047,5	-4 096,4
3.4.5.4.1	345000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	95,1	14 977,6	-14 882,5
3.4.5.4.1.1	345000 4 N FC ST E	----- À court terme	95,1	14 977,6	-14 882,5
3.4.5.4.1.2	345000 4 N FC LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.2	345000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	497 182,8	127 479,3	369 703,5
3.4.5.4.2.1	345000 4 N NC ST E	----- À court terme	497 231,7	123 431,8	373 800,0
3.4.5.4.2.2	345000 4 N NC LT E	----- À long terme	-49,0	4 047,5	-4 096,4
3.4.6	346000 4 N AL AL E	---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-6 544,9	131 967,8	-138 512,7
3.4.6.1	346000 4 N CB AL E	----- Banque centrale	0,0	99 526,6	-99 526,6
3.4.6.1.1	346000 4 N CB ST E	----- À court terme	0,0	99 526,6	-99 526,6
3.4.6.1.2	346000 4 N CB LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	346000 4 N MA AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	346000 4 N MA ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	346000 4 N MA LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	346000 4 N DT AL E	----- Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	-5 069,0	2 422,0	-7 491,0
3.4.6.2.1	346000 4 N DT ST E	----- À court terme	-5 069,0	2 422,0	-7 491,0
3.4.6.2.2	346000 4 N DT LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	346000 4 N GG AL E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	346000 4 N GG ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	346000 4 N GG LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	346000 4 N OS AL E	----- Autres secteurs	-1 475,9	30 019,2	-31 495,1
3.4.6.4.0.1	346000 4 N OS ST E	----- À court terme	-623,2	-374,2	-249,0
3.4.6.4.0.2	346000 4 N OS LT E	----- À long terme	-852,7	30 393,4	-31 246,1
3.4.6.4.1	346000 4 N FC AL E	----- Autres sociétés financières	-310,9	-625,2	314,3
3.4.6.4.1.1	346000 4 N FC ST E	----- À court terme	-264,2	-15,2	-249,0
3.4.6.4.1.2	346000 4 N FC LT E	----- À long terme	-46,7	-610,0	563,3
3.4.6.4.2	346000 4 N NC AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-1 165,0	30 644,4	-31 809,4
3.4.6.4.2.1	346000 4 N NC ST E	----- À court terme	-359,0	-359,0	0,0
3.4.6.4.2.2	346000 4 N NC LT E	----- À long terme	-806,0	31 003,4	-31 809,4
3.4.7	347000 4 N AL AL E	---- Droits de tirage spéciaux	0,0	0,1	-0,1
3.5	350000 4 N AL AL E	-- Avoirs de réserve	216 469,3	0,0	216 469,3
3.5.1	351000 4 N AL AL E	---- Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	351100 4 N AL AL E	----- Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	351200 4 N AL AL E	----- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2	352000 4 N AL AL E	---- Droits de tirage spéciaux	88 851,3	0,0	88 851,3
3.5.3	353000 4 N AL AL E	---- Position de réserve au FMI	-155 939,4	0,0	-155 939,4
3.5.4	354000 4 N AL AL E	---- Autres avoirs de réserve	283 557,4	0,0	283 557,4
3.5.4.1	354100 4 N AL AL E	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	283 557,4	0,0	283 557,4
3.5.4.1.1	354110 4 N AL AL E	----- Créances sur les autorités monétaires	1 077,3	0,0	1 077,3
3.5.4.1.2	354120 4 N AL AL E	----- Créances sur d'autres entités	282 480,1	0,0	282 480,1
3.5.4.2	354200 4 N AL AL E	----- Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	354210 4 N AL AL E	----- Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	354210 4 N AL ST E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	354210 4 N AL LT E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	354220 4 N AL AL E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	354300 4 N AL AL E	----- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	354400 4 N AL AL E	----- Autres créances	0,0	0,0	0,0
6	400000 5 N AL AL E	Erreurs et omissions nettes	-6 262 090,9	-6 259 163,1	-2 927,7

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int